



INTERNET HAUTE PERFORMANCE
 INTÉGRATEUR RÉSEAUX & TÉLÉCOMS
 INGÉNIEUR INFORMATIQUE
 RADIOCOMMUNICATION & SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE
 GÉOLOCALISATION & MONITORING

OFIS
 IT. Services. People. You trust.

(+242) 06 600 0000 info@ofis-technologies.com

LA SEMAINE AFRICAINE



65^{ème} année

lasemaineafricaine.net

N° 3787 du Jeudi 3 Mai 2018 - 65^e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 - CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (+ 242) 06 668 24 72 - 06.889.98.99 / 05.528.03.94 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

Un Dimanche en paroisse

Saint-Michel Archange de Pokola (Diocèse de Ouesso)



Une vue latérale de l'église Saint-Michel de Pokola (P.9)

Bicentenaire des Sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie

La graine semée en France a fructifié en terre congolaise



Soeur Marie-Louise Soaviloma, supérieure générale de la Congrégation des Sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie

(P.8)

Centrafrique

L'abbé Albert Toungoumalé Baba tué dans une attaque

(P.7)

Environnement

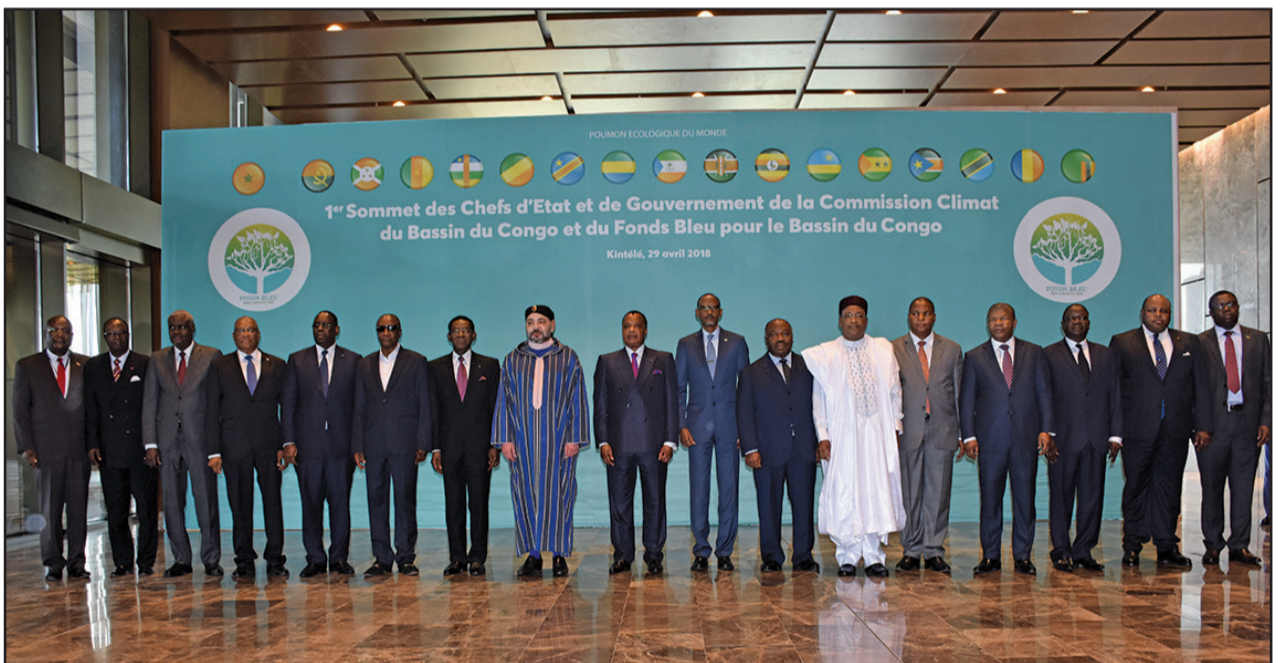
Comment et qui va financer le Fonds bleu?

La capitale congolaise a labrité le 29 avril 2018 le premier sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la commission climat et le Fonds bleu du bassin du Congo. Il a été marqué par la présence

de Sa Majesté, Mohammed VI, roi du Maroc, invité d'honneur, ainsi que de 10 autres chefs d'Etat. Il s'agit de Denis Sassou-Nguesso (Congo), Paul Kagamé (Rwanda), Teodoro Obiang Nguema

Mbazogo (Guinée équatoriale), Alpha Condé (Guinée), Mahamadou Issoufou (Niger), Faustin Archange Touadéra (RCA), Evaristo Carvalho (Sao Tomé et Príncipe) et João Lourenço

(Angola), Macky Sall (Sénégal), Ali Bongo Ondimba (Gabon), ainsi que Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine.



Les chefs d'Etat et de gouvernement présents au sommet posant pour la postérité

Infrastructures

Yoro aura un nouveau port

Les travaux seront financés par le royaume du Maroc



Le port de Yoro dans sa phase de modernisation

Editorial

En commun

Opération de ramassage des armes dans le Pool

Ça coince quelque part!

(P.5)

OSTA Walk-City 2018

Brazzaville, cœur battant du sport de travail africain

(P.13)

M.I.S.
MAURO ISABELLE SERVICES
 Société à Responsabilité Limitée au Capital de 2.000.000 F. CFA
 349, Avenue Charles De Gaulle
 RCCM: CG/PNR/10 B 1354
 B.P.: 8094, Pointe-Noire
 REPUBLIQUE DU CONGO

ANNONCE LEGALE
MISE EN SOMMEIL DE LA SOCIETE

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte de la société à responsabilité limitée MAURO ISABELLE SERVICES, qui s'est tenue à Pointe-Noire en date du Trente et Un Janvier Deux Mille Dix-Huit, il a été décidé la cessation temporaire des activités de la société.

L'inscription modificative au Registre du commerce et du crédit mobilier de Pointe-Noire a été portée en date du Trente Mars Deux Mille

Dix-Huit, à la suite de laquelle, il a été délivré un nouveau registre du commerce et du crédit mobilier constatant ce changement.

Cette décision a été dûment enregistrée au Bureau de l'enregistrement des Domaines et Timbres de Pointe-Noire Centre, en date du vingt-neuf mars deux mille dix-huit, sous Folio 61/7 n°1484.

Pour insertion légale
FFA Juridique et Fiscal
Ernst & Young Congo

ROLE COMMERCIAL N°137
 ANNEE: 2018
 REPERTOIRE N°196
 DU: 16 AVRIL 2018

M.S.M./B.M.I./16.04.18
 REPUBLIQUE DU CONGO
 Unité-Travail-Progress

ORDONNANCE:

AFFAIRE: la Société PANALPINA TRANSPORTS MONDIAUX CONGO SARL
 OBJET: Homologation de l'état des créances

L'an Deux Mil Dix Huit;
 Et le Seize du mois d'Avril;
 Par devant Nous, Micky Sylvanist MOUELE, Président du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, statuant en matière des requêtes;

Vu la requête en date à Pointe-Noire du 26 février 2018 de la société PANALPINA TRANSPORTS MONDIAUX CONGO SARL, en liquidation, au capital de 5.310.150.000 F. CFA, RCCM CG/PNR/08 B 413, dont le siège social est sis, immeuble Congo services, centre-ville, Pointe-Noire, B.P.: 1125, Pointe-Noire, représentée par mandataire dûment désigné par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2017, Monsieur Claude COELHO, Ayant pour conseil le Cabinet d'Avocats Claude COELHO, représenté par maître Franck NGUIMBI MBENZE, Avocat à la Cour, B.P.: 430, Pointe-Noire;

Vu l'article 86 de l'Acte uniforme des Procédures Collectives d'Apurement du Passif;

Vu les pièces jointes au dossier, notamment:

- Procès-verbal d'Assemblée générale extraordinaire du 15/12/2017;
- Annonce légale du 10/01/2018;
- Etat des créances;

Il résulte desdites pièces que les Associés de ladite société ont décidé de la dissolution anticipée de la société et une annonce légale avait été publiée invitant les créanciers à produire leur créance; Que sa demande est dès lors fondée; Qu'il convient d'y faire droit;

EN CONSEQUENCE:

Ordonnons l'homologation en toutes ses dispositions l'état des créances des Associés de la société PANALPINA TRANSPORTS MONDIAUX CONGO SARL;

Disons que la présente ordonnance est exécutoire sur minute, nonobstant toutes voies de recours et qu'il en sera référé en cas de difficultés.

Fait en notre Cabinet, au Palais de Justice.

LE PRESIDENT

Comité de Pilotage de la Fondation du Groupe des média de l'Eglise en République du Congo

Aidez-nous à mieux vous servir!

A la demande des Evêques du Congo, nous mettons à l'étude un programme de refondation du groupe des média de l'Eglise en République du Congo.

Sur ce chantier, nous avons demandé l'assistance technique de «Famille Chrétienne», hebdomadaire catholique français. Dans le cadre de ce partenariat, une première activité consiste à procéder à une enquête auprès des lecteurs de La Semaine Africaine.

Un questionnaire a été élaboré avec l'ambition de le proposer à un échantillon de 10.000 lecteurs potentiels en vue de mettre en évidence le profil et les attentes de notre lectorat.

La réponse à ce questionnaire est anonyme, elle exige une petite demi-heure de concentration. Elle est adressée directement à «Famille chrétienne» qui en assure le traitement et nous communiquera en fin de parcours les résultats.

Ceux-ci constitueront une base indispensable pour l'élaboration de notre projet.

Pour répondre au questionnaire par internet, il suffit de suivre le lien, et la démarche:

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfVQz3zpRDStwiNS8pFiJXdY-4b0XxvdoT44wUknwSntTngK4w/viewform?c=0&w=1>

Pour les lecteurs qui n'ont pas d'accès à internet, un questionnaire est disponible dans votre paroisse. Il suffit de le remplir et de le remettre au secrétariat de La Semaine Africaine.

La Semaine Africaine se chargera de l'acheminer après l'avoir converti en version digitale.

Merci à tous ceux qui voudront bien contribuer au succès de cette enquête dont les résultats aideront notre journal à mieux vous servir. Nous les publierons dès qu'ils seront disponibles.

Pour le Comité de pilotage:
 P. Christian de LA BRETESCHE

COMMUNIQUE

Suite au décès d'Eric Elian MACKOUMBOU NKOUKA, survenu le 19 avril 2018, Le Général Anselme MACKOUMBOU NKOUKA, Madame Yolande MACKOUMBOU NKOUKA, Son épouse, Tatiana MACKOUMBOU NKOUKA, Les frères et soeurs: Brice, Sandrine Karl, Claude, Les Familles MACKOUMBOU NKOUKA, MALONGA et ZOUNGANI Portent à la connaissance des parents et amis de Brazzaville qu'une messe pour le repos de son âme sera célébrée en l'église Saint François d'Assise, le jeudi 03 mai 2018, à 13 heures précises, concomitamment à celle qui sera dite en l'église Saint Martin de Bonneuil, en France. L'inhumation de notre fils et frère se fera à l'issue de ces célébrations, aux environs de 14h30 (heure de Brazzaville), au cimetière de Bonneuil sur Marne.



LA SEMAINE AFRICAINE

Bihebdomadaire d'information générale, d'action sociale et d'opinion, s'inspirant de la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique
 Siège: Bd. Lyautey (en face du CHU)
 B.P. 2080 - BRAZZAVILLE

Journal édité par la Commission Episcopale des Moyens de Communication Sociale.

Président:

Mgr Miguel Angel OLAVERRI,
 Evêque de Pointe-Noire

Vice-Président

Mgr Anatole MILANDOU
 Archevêque de Brazzaville

Directeur de Publication / Rédacteur en chef:
 Albert S. MIANZOUKOUTA

Rédacteurs en chef adjoints:
 Véran Carrhol YANGA (Secrétaire de rédaction)
 Tél.: (242) 06.668.24.72/01 116 63 33
 Aristide Ghislain NGOUMA
 (Responsable page internationale)
 Tél.: (242) 05 500 77 77/ 06 610 77 77
 Cyr Armel YABBAT NGO
 (Responsable pages nationales)
 Tél.: (242) 05 500 77 68 / 06 661 98 43

Infographisme:
 Atelier: La Semaine Africaine

Service Commercial:
 Brazzaville:
 Tél.: 06.889.98.99 / 05.528.03.94

Pointe-Noire:
 Direction: Tél.:05 557.02.03 / 06 985.41.79
 Service commercial: 05 553 16 93 / 06 671 44 05

E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr
 Site Internet: lasemaineafricaine.net

Environnement

Comment et qui va financer le Fonds bleu ?

Cette réunion intervient une année et demie après le lancement de l'initiative du Fonds bleu pour le bassin du Congo. C'était à l'occasion de la COP22 à Marrakech, au Maroc. Le mémorandum d'entente portant création de ce fonds a été signé par une douzaine de pays en mars 2017, à Oyo, département de la Cuvette, en République du Congo. Il revenait, dès lors, aux pays signataires de mobiliser des ressources humaines et financières pour la mise en œuvre des politiques et stratégies adaptées. Une équation difficile qui tarde à se concrétiser. Malgré la mobilisation, les financements ne suivent toujours pas. Le sommet de Brazzaville se proposait donc de faire le plaidoyer et de tirer la sonnette d'alarme. Pour le roi du Maroc, le plus important aujourd'hui est sans doute d'associer le nécessaire développement du continent à un éveil des consciences écologiques. «Notre réunion sonne comme une urgence pour tous. Elle est capitale pour notre continent, elle l'est également pour l'humanité toute entière, car elle est l'expression d'une prise de conscience climatique collective, des effets dévastateurs du réchauffement climatique pour la planète. Nous avons une responsabilité collective, la préservation de la biodiversité africaine. L'appauvrissement de ce patrimoine qui nous est commun, engendre de lourdes conséquences sur la vie quoti-



Le président Denis Sassou-Nguesso

dienne des populations, et nuit au développement socio-économique des communautés qui en dépendent. Au centre de cette préoccupation, se trouve le bassin du Congo», a-t-il dit. La mise en œuvre du Fonds bleu doit s'accompagner de la mobilisation de tous les acteurs économiques et de la société civile, pour que s'engage des actions concrètes d'atténuation et d'adaptation, et que soit garantie l'émergence d'un mode résilient de développement, a-t-il estimé. Au-delà des conséquences induites par les changements climatiques, les pénuries alimentaires et les baisses des réserves en eau risquent d'entraîner d'importantes migrations de population, de fragiliser les Etats et de favoriser la précarité. «Comment admettre en effet, que, dans un continent qui dispose de plus de 5000 milliards de mètres cubes d'eau dans ses nappes phréatiques,

320 millions d'Africaines et d'Africains n'ont pas accès à l'eau potable?», s'est interrogé Sa Majesté le roi Mohamed VI. Pour le président Denis Sassou-Nguesso, le monde n'a jamais été aussi vulnérable que face aux changements climatiques. «Une part importante de l'avenir du globe, en terme d'évolution climatique et de préservation de l'environnement, se joue ici, au cœur de l'Afrique. Au centre de cette dynamique salutaire, notre continent se distingue par des initiatives courageuses empreintes de générosité et de détermination», a-t-il affirmé. L'humanité est appelée, selon le chef de l'Etat congolais, à se «convaincre des exigences objectives, engendrées par les renoncements utiles et nécessaires, qui sont attendus des pays du bassin du Congo pour faire bénéficier, au monde, les avantages d'un univers à l'abri des dérèglements climatiques». En outre, «elle devra prendre conscience et accéder aux réparations à consentir et aux compensations à acquitter, au nom des intérêts des peuples et des Etats du bassin du Congo, naturellement appelés à une démarche de partage, pour la survie de notre planète», a-t-il ajouté. Malgré l'envergure et la complexité des défis, le chef de l'Etat congolais a annoncé qu'en sa qualité de président de la commission Climat du bassin du Congo, et du Fonds bleu pour le bassin du Congo, il ne ménagera aucun effort dans



Le roi Mohammed VI

l'«application par notre zone de l'accord de Paris sur le climat. Le moment est venu de rendre effectif le fonctionnement de la commission climat du bassin du Congo et du fonds bleu pour le bassin du Congo», a-t-il lancé. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté les documents préparés par le segment ministériel qui s'est tenu du 27 au 28 avril, à l'hôtel de la Concorde à Kintélé. Au terme de leurs travaux, quelques chefs d'Etat ont procédé à la signature du protocole instituant la commission Climat du bassin du Congo. Contre toute attente, la RDC n'a pas paraphé le document, ainsi que Sao Tomé et Príncipe. Et aucun communiqué final n'a sanctionné les travaux.

Cyr Armel YABBAT-NGO

Mémoire

Hommage au sergent Malamine Camara, compagnon de Pierre Savorgnan de Brazza

Hier acteur, aujourd'hui héros de la République du Congo. C'est ainsi que la Nation a voulu porter à la conscience collective les traces mémorielles de cet homme, le sergent Malamine Camara, compagnon de Pierre Savorgnan de Brazza. Né à Gorée, au Sénégal, en 1850 et mort à Dakar, en 1886, son nom s'inscrit à juste titre à côté de ceux qui sont attachés à la capitale du Congo (avec Pierre Savorgnan de Brazza et le roi Makoko. Une cérémonie d'hommage a été organisée pour lui le 29 avril 2018, au Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, en présence des présidents: Denis Sassou-Nguesso du Congo; Macky Sall (Sénégal), Faustin Archange Touadera (RCA) et du roi Auguste Nguembo.



Bertrand Cochery remettant les copies des traités au président Denis Sassou-Nguesso

Il n'y a qu'à observer la toponymie et la territorialisation de nos villes pour comprendre qu'entre le Sénégal et le Congo, il y a bien une histoire commune. Les noms de quartiers ou de lieux en disent long sur cet aspect», a fait remarquer Belinda Ayessa, directrice générale du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, dans son évocation sur ce tirailleur sénégalais qui foula le sol congolais il y a 138 ans. Le ministre de la Culture, Dieudonné Moyongo, est quant à lui revenu sur les répercussions de l'action de ce soldat au Congo. Pour lui, Malamine, en gardant le poste et le pavillon français sur la berge droite du fleuve Congo, face à John Morton

Stanley, a évité de justesse «que notre pays ne bascule dans un autre espace colonial», a-t-il révélé. En s'embarquant avec Pierre Savorgnan De Brazza, «le sergent Malamine Camara était loin de s'imaginer qu'il jouerait un rôle majeur au cœur de cette Afrique Equatoriale en proie aux appétits des puissances européennes. De Brazza impliqua Malamine dans l'occupation de Nkouna et celui-ci devint de facto le représentant de l'autorité française auprès des chefs de cette contrée...Il rentre au Sénégal en 1885, après la balkanisation de l'Afrique à la conférence de Berlin, tombe malade et meurt», a-t-il ajouté. L'ambassadeur de France au

Congo, Bertrand Cochery, a relevé que rendre hommage, c'est d'abord rendre justice au courage d'un soldat qui fut l'homme de confiance de Pierre Savorgnan De Brazza. «Et, on ne peut rendre justice qu'on perpétrant la mémoire du Congo, du Sénégal et de la France. Oui, Malamine est bien un trait d'union entre nos mémoires, un trait d'union indispensable», a-t-il déclaré, avant de remettre officiellement au président Denis Sassou-Nguesso, les copies des traités du 10 septembre 1880 conclus entre le roi Ilo 1er et Pierre Savorgnan De Brazza le 3 octobre 1880 et confiant au sergent Malamine la garde de la station française de

Nkouna et le procès-verbal du 10 avril 1884 portant la signature de Malamine. De son côté, Christian Roger Okemba, maire de la ville de Brazzaville, a remis au président sénégalais les titres qui élèvent à titre posthume le sergent Malamine au rang de citoyen d'honneur de la ville de Brazzaville. Enfin, le président sénégalais Macky Sall a estimé que par cet hommage au sergent Malamine «c'est le Sénégal et son peuple que vous honorez. Je vous en suis éternellement reconnaissant», a-t-il dit, en s'adressant au président congolais.

C.A. Y.-Ng.

Editorial

En commun

Nous ne pouvons que nous réjouir de l'ensemble des efforts pour la protection et la valorisation des ressources de notre environnement. Cette nécessaire «mutualisation», mot à la mode, ne souligne que davantage la nécessaire prise de conscience d'ensemble sur un problème comme le changement climatique, ses causes et ses parades possibles, qui affecte tout le monde. Avoir en partage le Bassin du Congo impose des devoirs en commun. Pas seulement des droits en commun. Et pas seulement à faire valoir en termes d'argent à exiger sous le prétexte commode de posséder le deuxième poumon à oxygène du monde. Il ne s'agit pas de rançonner la planète, mais de la sauver. C'est, nous rappelle le Pape François, notre Maison commune et il n'y en a pas une autre de rechange !

Notre destin commun dépend de comment nous saurons protéger nos forêts et préserver notre faune et notre flore. Plus que jamais, nous devons nous faire à l'idée que sauver des gorilles à Odzala n'est pas seulement affaire de gros sous à attendre des touristes, c'est aussi jouer notre propre survie. Notre développement intégral. Notre paix. La réunion de Brazzaville sur le Fonds bleu peut, dans ce sens, avoir été l'occasion de nous mettre autour de l'objectif partagé de faire vivre la Terre par la sauvegarde du Bassin du Congo, ses forêts, ses cours d'eau, ses tourbières. Mais sommes-nous conscients des devoirs que cela suppose? Ne sommes-nous pas partis pour répéter les erreurs que nous commettons chaque jour autour de nos matières premières qui enrichissent une poignée et laissent la masse croupir dans une misère crasse?

Dans ce journal, nous rendons compte de la réunion autour du Fonds bleu, c'est un minimum. Mais nous prolongerons aussi notre réflexion de journalistes en donnant la parole au prochain numéro à une consœur de la Radiotélévision nationale de la RDC. Nene Mainaza est spécialiste des questions d'environnement et répond à nos questions sur l'état environnemental de notre sous-région. Nous parlerons aussi des lacunes de nous autres, journalistes, qui ne nous pressons pas de nous mettre en réseau pour informer correctement sur la santé du Bassin du Congo. Plus que jamais nous sommes tous interpellés. Pour une fois, riches et pauvres, sommes mis au pied du mur: sauver la planète incombe à tous.

Albert S. MIANZOUKOUTA

Transport aérien

L'Afrique du Sud à la reconquête de l'espace aérien congolais

«Comment Relancer la coopération en matière de transport aérien entre le Congo et l'Afrique du Sud». Tel est le but de l'audience que Fidèle Dimou, ministre de Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande a accordé à M. Richard Baloyi, ambassadeur sud-africain, en République du Congo. C'était le 24 avril 2018.



Richard Baloyi

Il n'est plus un secret, la compagnie sud-africaine, South African Airways qui desservait la ligne Brazzaville-Johannesburg, en vol direct, a officiellement suspendu ses vols pour des «raisons économiques», a fait remarquer le diplomate sud-africain. «Nous avons discuté pour essayer de trouver une alternative». Il s'agit, pour Richard Baloyi, d'intéresser d'autres compagnies sud-africaines. Dans cette quête, «nous allons travailler avec l'Agence nationale de l'aviation civile pour pouvoir attirer les sociétés qui veulent

bien opérer en République du Congo. L'ANAC va nous aider à remplir toutes les conditions techniques nécessaires sur la réglementation, la sécurité et la sûreté, la qualité des appareils et des vols», a-t-il expliqué. Il a laissé entendre qu'il y aura une collaboration étroite entre les deux pays qui entretiennent de bonnes relations de coopération.

Sécurité civile

Arrivée d'un lot de nouveaux véhicules opérationnels

Une vingtaine de véhicules opérationnels ont été remis à la Direction générale de la sécurité civile par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Raymond Zéphirin Mboulou, en présence des membres du conseil de commandement de la police notamment. Ce matériel roulant est composé de véhicules anti-incendie; de véhicules de secours notamment des ambulances médicalisées et de véhicules de liaisons. Cette dotation faite par le Gouvernement vendredi 27 avril 2018, à Brazzaville, s'inscrit dans le cadre du maillage du territoire national, avec l'ouverture de nouvelles directions départementales de la sécurité civile.



Une vue partielle des véhicules offerts

Remettant symboliquement les clés de leur mise en service au général de police de première classe Albert Ngoto, directeur général de la sécurité civile, le ministre Mboulou a recommandé que le personnel de la Sécurité civile en fasse un bon usage.

Le général Albert Ngoto a indiqué que ce geste constituait un pas de plus dans le cadre de la mise en œuvre de la sécurité civile de proximité dans le pays. «Nous avons toujours dit que lorsque quelqu'un a un problème chez lui tard dans la nuit, et qu'il ne peut pas avoir un taxi, il peut appeler le 118. Et s'il n'y a pas les aléas de la communication nos ambulances vont vers la personne pour la secourir. Donc, nous sommes



Raymond Zéphirin Mboulou

un peu mieux assis maintenant à Brazzaville. Nos services sont totalement gratuits, aucun franc à déboursier et j'insiste ! ». Il a indiqué que cette dotation ne

résorbait pas totalement les insuffisances en matériel, mais que ce premier pas engageait ses services dans la bonne direction.

Alain-Patrick MASSAMBA

Club perspectives et réalités «CPR»

Priver les mauvais sujets de jouir des biens détournés

Le président du CPR (Club perspectives et réalités), parti situé à la majorité présidentielle, le député Aimé Hydevert Mouagni, a animé dimanche 8 avril dernier, à Brazzaville, une conférence de presse dans le cadre de la rentrée politique de son parti. Il a abordé les questions liées à la vie politique nationale, notamment l'accord de paix de Kinkala. Il s'est réjoui de ce geste. Pour lui, étant déjà humaniste, «tout ce qui a trait à la paix est bon». En matière de justice, Aimé Hydevert Mouagni a indiqué : «Nous pensons que la justice doit ouvrir ses enquêtes de façon systématique et quelle que soit la personne épinglée par les faits de détournement. Car ce sont des faits d'une extrême gravité qui, non seulement frustrant, agitent, mais divisent même les Congolais entre eux».

Pour cela, il a suggéré que le ministre de la Justice à qui incombe la responsabilité de mettre en place la haute Cour de justice puisse prendre des mesures conservatoires, afin de priver certains de jouir des biens détournés.

P.A. DOKO

Hôpitaux de Talangai et Makélékélé

Ninon Gouamba au chevet des malades hospitalisés dans les services de chirurgie

Des kits médicaux: c'est le don que le député Ninon Gouamba est allé remettre le 19 avril 2018 dans les deux hôpitaux de référence de Brazzaville, à savoir: Talangai et Makélékélé. Composé de glucosés, alcools, seringues, cotons, ringers, clavicins, compresses, sparadraps, métronidazoles, etc, ces kits étaient offerts aux malades hospitalisés dans les services des urgences, après des séances de prière de guérison conduites par

le député lui-même qui n'a pas manqué d'accompagner ce geste du cœur d'une petite enveloppe. Pour le député, cette action s'inscrit dans la cadre de la dynamique du libre partage et d'altruisme lancé depuis six ans. «Ce que je voudrais, c'est que les questions de solidarité et de cohésion ne soient pas de la seule responsabilité du chef de l'Etat et des gouvernants. Il faudrait que tous les Congolais puissent se sentir solidaires et avoir effectivement l'obligation de s'organiser pour que les choses aillent pour le mieux», a dit Ninon Gouamba, président d'honneur de la fondation éponyme, aux patients des services de chirurgie des deux hôpitaux.



Ninon Gouamba au chevet d'une malade

«Grand merci. Que cela puisse continuer», a répondu, enthousiaste, un des praticiens à l'Hôpital de Talangai.

KAUD

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS ET DES DOMAINES
DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT, DE LA FISCALITE FONCIERE ET DOMANIALE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES DU KOUILOU
DIVISION DE LA CONSERVATION DES HYPOTHEQUES ET DE LA PROPRIETE FONCIERE DE POINTE-NOIRE
CENTRE

ANNONCE LEGALE N°22/2016/BCHPF.PN.C.

Suivant réquisitions reçues par l'Inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière de Bacongo, une procédure d'immatriculation, en vue de l'établissement des titres fonciers, est en cours. Cette procédure concerne les immeubles et requérants suivants:

N°	N° DE RÉQUISITION	RÉFÉRENCE CADASTRALE	QUARTIERS	ARR./DPT	REQUÉRANTS
01	20.376 du 14/07/2011	Plle(s) 03 Bloc 45 Section BS Superficie 400,00m²	Tchimbamba	Arr.1	Mr. Aldo Kevin MPONGUI
02	24.999 du 29/04/2015	Plle(s) 01 et 02 Bloc 80 Section BL Superficie 800,00m²	Ngoyo	Arr.6	Mlle. OVOGA Brigitte Esther
03	24.130 du 15/09/2014	Plle(s) 02 Bloc 120 Section BNJ Superficie 1171,20m²	Tchiamba	Tchiamba-Nzassi	Mr. MAYEMBO Patrice
04	24.663 du 10/02/2015	Plle(s) 07 Bloc 237 Section BM Superficie 500,00m²	Ngoyo	Arr.6	Mme. BOUANGUI Alide
05	24.799 du 10/03/2015	Plle(s) 06 et 07 Bloc 153 Section BM5 Superficie 1200,00m²	Mvassa	Arr.6	Mlle. LANDA KOUBAKA Nedie Cacelle
06	25.007 du 06/05/2015	Plle(s) 10 Bloc 74 Section BM Superficie 385,00m²	Côte-Matève	Arr.6	Mr. FRANÇOIS-EMILE Patrice Ludovic
07	23.913 du 14/07/2014	Plle(s) 07 Bloc 188 Section BM Superficie 500,00m²	Ngoyo	Arr.6	Mlle. BOUEKASSA Edwige
08	25.592 du 12/11/2015	Plle(s) 02 Bloc 56 bis Section BP Superficie 600,00m²	Ngoyo	Arr.1	Mr. MABOUNDA NTSIKA Eric Armand
09	25.089 du 28/05/2015	Plle(s) 04 Bloc 176 Section BM Superficie 489,54m²	Ngoyo CMA	Arr.6	Mr. LOUKALA BONAZEBI Bienvenu
10	26.501 du 19/10/2016	Plle(s) 01 Bloc 02 Section E Superficie 1063,60m²	Wharf	Arr.1	Mr. Et Mme. MANUEL Jean Alexandre
11	26.473 du 10/10/2016	Plle(s) 09 Bloc 45 Section BL Superficie 500,00m²	Nanga Mpili	Arr.6	Mr. BAKANGANA BANZOUZI Divin Exaucé
12	26.472 du 10/10/2016	Plle(s) 10 Bloc 45 Section BL Superficie 500,00m²	Nanga Mpili	Arr.6	Mme. BALEMBONKAZI Blandine
13	26.135 du 20/06/2016	Plle(s) 09 Bloc 193 Section BL Superficie 500,00m²	Nanga	Arr.6	Mr. IPOUTOU Guy Christian
14	26.474 du 10/10/2016	Plle(s) 04 Bloc 45 Section BL Superficie 500,00m²	Nanga Mpili	Arr.6	Mlle. BAKANGANA BANTSIMBA Ange Eclairé
15	26.305 du 08/08/2016	Plle(s) 350qter Bloc / Section M Superficie 1521,23m²	Socoprise	Arr.1	Mme. MBOKO née NGOT Marie Félicité
16	26.028 du 11/05/2016	Plle(s) 01 et 02 Bloc 124 Section BNJ Superficie 855,00m²	Tchiamba	Tchiamba-Nzassi	Mr. NGOMA Dorian
17	26.029 du 11/05/2016	Terrain rural Superficie 2000,00m²	Tchiamba	Tchiamba-Nzassi	Mr. NGOMA Philippe
18	25.226 du 07/07/2015	Plle(s) / Bloc / Section / Superficie 500,00m²	TCHITANZI	Tchiamba-Nzassi	CELTEL CONGO
19	25.399 du 11/09/2015	Plle(s) 03 Bloc 07 bis Section CD (Suite) Superficie 400,00m²	Nanga (Famille Mpili)	Arr.6	Mme. NDIADAMBA MASSAMBA Cécile
20	26.525 du 27/10/2016	Plle(s) 22 bis Bloc 88 Section BF Superficie 334,81m²	Mpaka	Arr.6	Mr. BOUNGOU NDELIKA Michel
21	26.401 du 08/09/2016	Plle(s) 954 bis Bloc / Section M Superficie 454,71m²	Aviation	Arr.1	Mlle. GATSE Guyma Vanessa Dorcia
22	17.057 du 19/01/2009	Plle(s) 13 Bloc 127 Section BT Superficie 400,00m²	Tchimbamba	Arr.1	Mme. GOUMBA MOUKIETOU Marie Esperance
23	26.239 du 29/07/2016	Plle(s) 08 Bloc 57 bis Section BP Superficie 600,00m²	Wharf	Arr.1	Mr. BINTSENE Maurice
24	26.240 du 29/07/2016	Plle(s) 10 Bloc 13 Section J Superficie 400,00m²	KM4	Arr.1	Mr. M'BAYE DEMBA
25	26.434 du 27/09/2016	Plle(s) 12 Bloc 19 Section L Superficie 423,50m²	OCH	Arr.1	Mr. PINTO Paul
26	24.517 du 25/10/2016	Plle(s) 10 Bloc 25B ex-336 Section BT Superficie 500,00m²	Tchimbamba	Arr.1	Mme. GONGO Antoinette
27	26.464 du 07/10/2016	Plle(s) / Bloc / Section ACV Superficie 1500,00m²	Mengo village	Loango	Mr. Gabriel Eugène DOMBEU
28	26.536 du 31/10/2016	Plle(s) 05 et 06 Bloc 28 Section ABX6 Superficie 1000,00m²	Village Loango	Loango	Mr. GAKOU ELHADJI
29	26.535 du 31/10/2016	Plle(s) 02 et 04 Bloc 28 Section / Superficie 1000,00m²	Village Loango	Loango	Mr. DIAWARA SEKHOU
30	26.034 du 12/05/2016	Plle(s) 05 Bloc 43 Section M2 Superficie 1017,76m²	Tchimbamba	Arr.1	Enfants NGO: Lynda Medina Sarah de Vianey, TSOMBO Exaucée Immaculé Mazarine, Hainate Maximine Miveck Cyriaque Gloire, Inaye Bienvenue Theresa

Au-delà d'un délai de deux (2) mois, à compter de ce jour, aucune opposition ou déclaration à l'immatriculation ne sera plus recevable (Art. 26 du Régime de la Propriété Foncière).

Fait à Pointe-Noire,
le 7 Décembre 2016

Le chef de Bureau,
Bernard ELENGA

Infrastructures

Le roi Mohammed VI a lancé les travaux de construction du port de Yoro

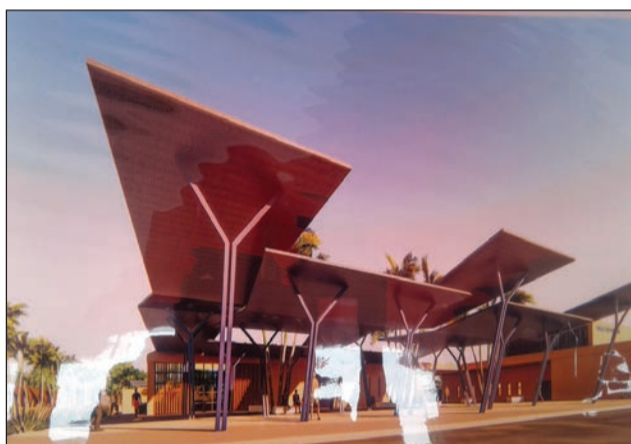
En marge du premier sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la commission climat du bassin du Congo et du Fonds bleu pour le bassin du Congo tenu à Brazzaville le 29 avril 2018, le roi du Maroc, Mohammad VI, a officiellement lancé le 30 avril, à Mpila, les travaux de construction et de modernisation du point de débarquement aménagé du Port de Yoro. C'était en présence du chef de l'Etat congolais Denis Sassou-Nguesso. Coût du financement du projet: 30 millions de dirhams, MDH, soit près de deux milliards de F.CFA.

Les aménagements prévus s'étendront sur une superficie globale d'environ 1 ha 700 et comprendront trois zones opérationnelles: la zone d'activité composée de 150 magasins pêcheurs, un local de matériel de pêche, un atelier mécanique et un atelier de réparation des pirogues; la zone de commercialisation (une halle au poisson, une chambre froide, une fabrique de glace, un marché de vente au détail, des locaux administratifs, les sanitaires et des parkings et voiries); la zone administrative et locaux sociaux (salle polyvalente, sanitaires, antenne médicale, local pour la coopération garderie pour enfants). Ce projet dont le délai des travaux est fixé à 24 mois, est entièrement financé par le Maroc à travers son agence de coopération internationale. Il a, entre autres objectifs: l'amélioration des conditions de travail et de vie des pêcheurs

artisans, l'augmentation des performances économiques de la pêche artisanale, l'organisation et l'encadrement de la profession, la création de micro-pôle de développement, la lutte contre la pauvreté et la précarité. Son impact sur l'activité portera sur l'amélioration de la qualité du produit, la valorisation du produit, la transparence des transactions commerciales et l'augmentation des revenus des bénéficiaires. Une fois terminé, ce site aura pour bénéficiaires quelques 500 marins pêcheurs, 600 femmes mareyeuses-grossistes, et 3000 femmes mareyeuses-détaillantes. La flotte de pêche prévue est de 200 pirogues sédentaires en raison de 300 jours de pêche par an. La production annuelle sera de l'ordre de 30.000 tonnes. Peu avant le lancement des travaux d'aménagement du port de Yoro, le Congo et le Maroc ont signé une série



Le lancement des travaux d'aménagement du Port



La maquette du futur port

d'accords qui redynamisent davantage la coopération entre les deux pays. La cérémonie de signature a eu lieu au palais du Peuple, en présence du chef de l'Etat, Denis Sassou-Nguesso, et de Sa Majesté le roi Mohammed VI.

Parmi les accords, on signale une convention de partenariat entre l'hôpital Cheick-Zaïd, hôpital universitaire international, et le centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.

KAUD

Opération de ramassage des armes dans le Pool Ça coince quelque part !

L'opération de ramassage des armes dans le département du Pool n'a toujours pas débuté comme annoncée à Kinkala, lors du lancement officiel des opérations des terrain par Séraphin Ondelé, président de la Commission ad hoc mixte paritaire issue des accords de cessez-le-feu et de cessation des hostilités du 23 décembre 2017. Le point d'achoppement semblerait être le mandat d'arrêt qui pèse encore sur le pasteur Ntumi, point clé de la réussite ou de l'échec de la mise en œuvre de cette opération destinée à pacifier le département qui n'a que trop souffert des affres des guerres.

Le président de la commission ad hoc mixte paritaire a reconnu le blocage. Mais il préfère plutôt parler de difficultés techniques et «surmontables». Il a néanmoins fait remarquer qu'il faut travailler et dépasser les humeurs. «*Tout n'est pas tracé d'avance*». Il reste confiant : «*il faut aller de l'avant parce qu'on a un idéal que le président de la République nous a donné, que le Gouvernement nous a prescrit. Nous y croyons fermement avec les moyens qui sont les nôtres*». Il a laissé entendre que les démarches continuaient de se mener. Les opérations vont commencer. «*Il y a quelques problèmes techniques à régler. Les centres prévus pour stoker les armes ne sont pas encore prêts. Nous étions vite allés en besogne. On est obligé de rattraper l'idéal et le but*», a-t-il dit. «*Nous y croyons, ça va aller*». Et d'ajouter: «*Dans quelques semaines, nous allons procéder à cette opération qui est très décisive. Nous voulons mettre toutes les chances de notre côté*

pour qu'elle soit un succès», a expliqué Séraphin Ondelé. Sur la question de savoir comment identifier les faux ninjas, le président de la Commission ad hoc mixte paritaire a plutôt fait confiance aux membres de la commission. «*Vous savez comment la commission est constituée. Il y a 17 membres qui représentent le Gouvernement et 17 autres, le Pasteur Ntumi. En dehors de ces 17 membres, le Pasteur Ntumi a mis à notre disposition 20 personnes qui, certainement, ont une influence dans le milieu des ninjas et qui, à notre avis, peuvent débusquer les faux ninjas*». Le ramassage des armes devait constituer la deuxième activité du programme de la Commission ad hoc. Il s'agira pour les ex-combattants de remettre les armes et autres effets de guerre qu'ils détiennent par devers eux à la commission, suivi de leur engagement à mettre fin aux actions de lutte armée. Cette opération et leur rachat ainsi que la démobilisation se



Frédéric Bintsamou



Les membres de la commission ad hoc

réaliseront selon le principe «*un combattant, une arme*». «*Les personnes ayant remis leurs armes et qui ont été démobilisées seront réinsérées selon des procédures élaborées par le Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants*», a expliqué Séraphin Ondelé.

La Commission ad hoc avait lancé un appel aux ex-combattants à se tenir prêts pour le ramassage et le rachat qui devaient se tenir dans la période du 5 avril au 5 mai dans les 14 centres ouverts à cet effet, à savoir: Kinkala, Mindouli, Kindamba, Mayama, Vindza, Goma Tsé-Tsé, Mbandza-Ndounga, Matoumbou, Kibouendé, Loulombo, Kinkembo, Kimbedi, Kindamba-Ngouedi et Missafou. A Brazzaville, la commission ad hoc mixte paritaire avait, entre autres, recommandé au Gouvernement la prise des mesures permettant au pasteur Ntumi de recouvrer tous ses droits et libertés, ainsi que son implication dans la réussite de l'opération de ramassage des armes. Aucune mesure n'est encore prise dans ce sens, ce qui suscite doutes et craintes

chez les ex-rebelles qui attendent toujours le début de cette opération qui contribuerait à pacifier le Pool et à restaurer l'autorité de l'Etat.

Cyr Armel YABBAT-NGO

Coup d'oeil en biais

Il a failli se tuer en fuyant la police

Un chauffeur roulant dans une voiture personnelle a failli perdre la vie dans un accident spectaculaire jeudi 26 avril 2018 sur l'avenue des Trois Martyrs, au Plateau des 15 ans à Mougali, le quatrième arrondissement de Brazzaville. Il était pourchassé par des policiers routiers. Roulant à vive allure et ayant manqué le virage à hauteur de la boîte de nuit "La Cour des grands" situé au bas du Pont du Centenaire, il a finalement terminé sa course sur le trottoir et contre un talus. La voiture s'est retrouvée les quatre roues en l'air. Dieu merci, le chauffeur s'en est bien tiré et a été extirpé par un passant. Un taxi a fait le reste en le récupérant.

Il est plutôt en vie, Lékoundzou Itihi Ossétoumba

L'ancien ministre Lékoundzou Itihi Ossétoumba a été plusieurs fois donné pour mort. La rumeur a de nouveau circulé jeudi 26 avril 2018, relayée par les réseaux sociaux. L'intéressé a été obligé d'apporter un cinglant démenti à travers une vidéo mise en ligne certainement par sa famille, histoire de couper court à cette rumeur dramatique persistante sur sa santé. Ce n'est pas la première fois que l'ancien numéro 2 du PCT est donné pour mort, mais c'est la première fois qu'il répond.

Des produits avariés saisis et détruits à Brazzaville

Quelque 2,5 tonnes de vivres frais mais impropres à la consommation ont été incinérées la semaine passée par la direction de la fraude et de répression du ministère du Commerce, les services d'hygiène et des services de l'environnement, à Brazzaville. D'une valeur estimée à 3 millions de francs CFA, ces vivres ont été saisis auprès de tenanciers des chambres froides. Des produits avariés, parfois en état de putréfaction qu'il n'est pas rare de retrouver sur les étals des marchés, menaçant ainsi la santé des consommateurs. Les autorités habilitées appellent les consommateurs à être vigilants et les encouragent à dénoncer tout vendeur de produits avariés, grossistes ou détaillants. Les grossistes accusent la SNE de les pousser à la faillite avec sa fourniture fantaisiste de courant.

Réinstallation du bouchon de Kinsoundi-Barrage à Brazzaville

Les usagers de la route de Kinsoundi-barrage, un quartier de Makélékélé (premier arrondissement de Brazzaville), avaient poussé un ouf de soulagement après la suppression du "bouchon" situé vers l'usine de traitement d'eau. Cela n'a duré que le temps d'une rose car ce bouchon a été réinstallé ces derniers temps par ses initiateurs, des agents de la Force publique. Chaque véhicule transportant des passagers, en particulier les minibus et les taxis 100-100, doit payer de l'argent la nuit pour pouvoir passer. "C'est pour le café", expliquent les policiers.

La CSC lance une pique au Gouvernement

A l'occasion de la fête des travailleurs, la Confédération syndicale congolaise (CSC), la plus vieille centrale syndicale du Congo, a fait une déclaration dans laquelle elle demande à l'Etat d'améliorer les conditions de vie des travailleurs, «*de réduire le train de vie des institutions de la République, ainsi que celle de leurs responsables*», pour un tant soit peu faire face à la crise économique et financière que traverse le pays. Derrière cette déclaration, c'est toute une bonne partie de la société congolaise qui manifeste son ras-le-bol face à l'attitude du Gouvernement qui ne peut pas faire face, selon elle, aux problèmes sociaux de ses citoyens. Trop de promesses non tenues ont fini par lasser. Des actions et non des promesses, voilà ce qu'attendent les travailleurs et retraités à travers la Confédération syndicale congolaise.

Repeints à la va-vite la veille du sommet sur le climat

A l'orée du Sommet des Chefs d'Etat de la commission Climat et du Fonds bleu pour le bassin du Congo, on a mis les bouchées doubles dans les travaux d'assainissement de la ville. On a travaillé d'arrache-pied pour donner aux illustres hôtes qui venaient au sommet l'impression d'une ville propre. On a repeint à la va-vite, par exemple, les murs des ministères de l'Economie forestière et des Mines, sur le boulevard Denis Sassou Nguesso, parce que les délégations officielles devaient emprunter cette voie pour aller de l'aéroport international Maya-Maya aux hôtels où elles étaient logées. On a fait également le toilettage de l'avenue des Trois Martyrs avec une couche de peinture aux abords, et le recouvrement des caniveaux. Les avenues goudronnées des quartiers populaires ont été par contre oubliées, puisque les illustres invités n'allaient pas les emprunter. Comme quoi, il suffit qu'on annonce la visite d'un président étranger ou l'organisation d'un grand événement pour que, de nuit comme de jour, on s'affaire de nouveau à rendre la capitale congolaise propre, particulièrement le centre-ville, alors que la salubrité de la ville doit être permanente. Curieuse gouvernance!

Triste spectacle, au marché 10 Francs à Brazzaville

On ne sait ce qu'en pensent le comité du marché 10 Francs situé à la lisière de Mougali et Ouenzé, à Brazzaville, et même les responsables municipaux. Une situation bien insolite y perdure. Une bonne partie de la toiture du marché a été emportée par le vent, il y a cinq ans environ. Vendeurs et clients sont obligés de se baisser pour circuler. Il n'y a plus de toilettes publiques également. Les conditions de travail des vendeurs et vendeuses ne s'améliorent guère. Ils ne sont pas contents et s'en plaignent. Que fait-on avec les taxes, certaines étant bizarres, que s'octroient le comité du marché et la mairie tous les jours?

Les universités du numérique

Pour un usage responsable des technologies de l'information et de la communication

Initiées depuis 2014 par Antonin Idriss Bossoto, enseignant chercheur en Sciences et techniques de la communication à l'Université Marien Ngouabi, «Les universités du numérique», communément appelées «univ2.0», se tiendront le 4 mai prochain à Brazzaville. Prélude à cette rencontre, leur manager général a fait connaître la particularité de cette 4^e édition. Il s'agira d'imprimer aux participants «l'usage responsable des technologies de l'information et de la communication pour un développement humain tous azimuts», a-t-il confié dans l'interview qui suit.

***M. Bossoto, voudriez-vous nous présenter brièvement les universités du numérique?**

**«Les universités du numérique» dites Univ2.0 sont des rencontres qui ont pour objet de sensibiliser les citoyens congolais sur les enjeux relatifs à la transformation digitale, c'est-à-dire, l'impact de la transformation digitale dans tous les domaines d'activité. Ça peut être



Antonin Idriss Bossoto

dans le domaine de l'économie numérique, de la formation, de la presse, de la gestion, de l'audiovisuelle, etc.; sensibiliser sur les transformations découlant de l'introduction des technologies de l'information et de la communication dans la société congolaise.

***A quand remontent ces universités?**

**Les universités du numérique ont été lancées pour la première fois en 2013. C'était dans l'ambition de sensibiliser, à la base, les acteurs de la presse sur les nouvelles évolutions non seulement des métiers de la presse, mais également des processus de collecte, de traitement et de diffusion de l'information.

C'est un événement qui se tient chaque année depuis 2013. Et qui permet à un certain nombre d'acteurs de réfléchir à certaines thématiques. C'est aussi une plateforme à travers laquelle un bon nombre d'acteurs du numérique échangent et font du lobbying pour pousser les décideurs à œuvrer en faveur du développement des TIC (technologies de l'information et de la communication), en vue de la création des richesses.

***Veuillez nous parler de la 4^e édition, son thème et ses particularités.**

**Nous sommes à la 4^e édition des universités du numérique qui aura lieu le 4 mai 2018. La particularité cette année 2018 est que nous planifions sur la problématique des réseaux sociaux numériques. Avec pour principal thème: «L'usage responsable et citoyen des réseaux sociaux». Pourquoi? Nous sommes partis d'un constat: l'introduction de l'internet et l'adoption des outils du web 2.0 par les Congolais ont été faites sans politique de sensibilisation sur les dangers et sur tout ce qui est relatif à l'atteinte à la personne ou bien à la dépravation des mœurs. Je dirais même aux actes de diffamation, l'apologie du terrorisme, etc. Je constate aujourd'hui que les réseaux sociaux sont devenus la principale plateforme de liberté d'expression en République du Congo. Mais liberté d'expression ne voudrait pas dire libertinage. C'est pourquoi, pour cette 4^e édition, nous voulons attirer l'attention des Congolais sur les attitudes à adopter face aux contenus textuels, vidéo, sonores ou visuels que nous publions sur les réseaux sociaux. Donc, mettre en exergue les variables d'éthique et de déontologie, mettre en exergue également tout ce qui a trait à la pertinence des informations mises en ligne... tirer l'alarme des pouvoirs publics, notamment, sur les dérives observées dans l'usage des réseaux sociaux, mais également de ce que ceux-ci peuvent représenter dans le fonctionnement de la société de tous les jours. Ce sont-là, entre autres, toutes les questions qui seront abordées pendant cette édition.

Propos recueillis par
Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

Qui me répondra?

L'impact des délestages sur le développement a-t-il été évalué. La SNE a-t-elle un volet «indemnisation» pour les entrepreneurs qui perdent denrées et marchandises du fait de la fantaisie du courant électrique?

Gabriel Mambala, Massina-M'Filou (Brazzaville)

«Le Développement est le nouveau nom de la Paix» (Pape Paul VI)

2^e édition des ateliers créatifs Ornella Roberts et Butterfly

Créer et décorer: un débouché pour les femmes

Placé sous le thème: «Une femme, un métier», les ateliers créatifs mode et déco Ornella Roberts, avec l'appui de l'Ong Butterfly, un programme de promotion et valorisation du volontariat des jeunes, ont organisé du 21 au 28 avril 2018, un atelier de formation à l'endroit de 44 participants, dont la plupart étaient des femmes. Pendant une semaine, ces participants ont appris comment entreprendre et habiller des articles avec le pagne, réaliser des bijoux, des poufs ou des rideaux.

L'atelier visait à aider les femmes en particulier à s'autonomiser par l'entremise de la création et la décoration. Cette 2^e édition s'inscrit dans l'optique de mettre en valeur la culture africaine, de susciter l'esprit entrepreneurial chez la femme qui se veut autonome, de mettre en place ou renforcer une activité génératrice de revenu.

«Je tiens à remercier Ornella Roberts pour sa patience et son dynamisme. Grâce à elle j'ai pu réaliser des chaussures, des colliers en pagne, une façon pour moi d'entreprendre. J'invite les femmes à entreprendre», a lancé l'une des participantes aux ateliers

créatifs mode et déco. Dolores Mercia Bouassi-Mombo, vice-présidente de l'Ong Butterfly a indiqué que les ateliers créatifs Ornella Roberts montrent l'attachement à la culture africaine lié au pagne.

Ornella Roberts Assinga, formatrice des ateliers et créatrice de mode, a exhorté les participants à avoir l'esprit d'entreprendre et à mettre au service des autres ce qu'ils ont appris. «Tout le monde peut entreprendre. N'ayez pas peur, je vous fais confiance dans tout ce que vous avez appris. J'encourage ceux qui veulent aller de l'avant», a-t-elle déclaré, tout en remerciant tous les partenaires.



Une exposition des stands

Ronnie N'saffou Batchi, président de Butterfly, a présenté les programmes de son ONG qui est pour la promotion et la valorisation du volontariat des jeunes à travers des projets de services. Elle a pour objectif de motiver les jeunes au développement du leadership, à la promotion de l'entrepreneuriat et à la formation aux principes de l'art oratoire.

À l'issue de l'atelier de formation, rehaussé par la présence de l'ambassade des Etats Unis d'Amérique, les 44 participants ont reçu un certificat de formation. La 1^e édition des ateliers créatifs Ornella Roberts et Butterfly fut organisée en mars 2017.

Aybieneve
N'KOUKA-KOUISSA

Formation professionnelle continue

Contribuer au renforcement des capacités managériales du personnel de MTN-Congo

Afin de définir le cadre standard dans le recrutement du personnel pour une base d'ajustement de compétences et pour répondre aux besoins de qualification proposée par la filiale du Groupe MTN, la société de téléphonie mobile MTN-Congo a signé vendredi 20 avril 2017 à Brazzaville, un accord de partenariat avec ESSEC Business School. C'est une école de grande renommée internationale basée en France, avec des succursales en Asie et en Afrique, précisément au Maroc, et spécialisée dans le commerce et la formation. Le document qui a été paraphé par Djibril Ouattara, directeur général de MTN-Congo, et Laurent Ploquin, directeur des nouveaux marchés, vise le renforcement des capacités de 40 managers, soit 15 cadres supérieurs et 25 agents (chefs de service), pour une bonne connaissance managériale de la culture d'entreprise pour être compétitifs sur le marché.

Au-delà de la formation traditionnelle, ESSEC qui accompagne des universités d'entreprises dans le développement de leurs talents, met en place des projets d'accélération de développement afin d'aider les partenaires à faire émerger et à développer les leaders de demain dans une entreprise qui se veut forte, explique un de ses dirigeants. Les managers et les dirigeants sont identifiés comme la courroie de transmission de

la stratégie de l'entreprise. Ils accompagnent le changement et permettent à leurs collaborateurs d'intégrer ces transformations dans le pilotage de leurs actions au quotidien, a fait savoir Laurent Ploquin. De son côté, Djibril Ouattara a souligné que le développement d'un pays passe par les compétences, des ressources humaines qualifiées. Et MTN-Congo en a les moyens, puisque chaque année la société réserve un pourcentage de



Echange de parapheurs entre Laurent Ploquin et Djibril Ouattara

son chiffre d'affaire au budget de fonctionnement. Il aide à investir dans le domaine de l'éducation à travers la formation des jeunes dans le digital afin de susciter en eux l'esprit entrepreneurial pour une économie diversifiée. La complexification du business, l'évolution des techniques et des modes de gestion imposent aujourd'hui aux entreprises et à leurs collaborateurs de relever le défi

de l'adaptation aux évolutions de la maîtrise des nouveaux métiers et des nouvelles techniques, a encore dit Djibril Ouattara. Cet accord de partenariat qui a une durée de trois ans, est réparti en trois modules de formation. La première étape de la formation a commencé le 20 avril dernier et se poursuivra jusqu'en mars 2019.

Pascal BIOZI KIMINOU

Gabon

Portrait d'une femme leader: «Olga O»

Femme de poigne ayant occupé de grandes responsabilités dans son pays, Olga Clarisse Ondjélé, ou «Olga O», est connue comme une grande dame au Gabon. Elle a collaboré avec Mme Edith Lucie Bongo-Ondimba, première dame du Gabon d'illustre mémoire. En charge du Comité Miss Gabon (COMIGA), Olga O a contribué au rayonnement de cette structure aujourd'hui en désuétude. Dans ses multiples voyages à travers le monde, elle a visité entre autres pays le Congo, séjournant à de nombreuses reprises à Brazzaville. Couturière, elle est aussi une styliste-modéliste de talent.

En créatrice, Olga Clarisse Ondjélé a inventé une marque d'habits internationale, la marque «Olga O», anagramme de son prénom. Son époux ivoirien est maire d'une des communes d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Dans ce pays, elle s'est fait connaître aussi pour son engagement pour la cause de la femme. Aux côtés de la première dame ivoirienne et des épouses de ministres, elle reste une étoile brillante dans une panoplie de projets. Baptisée à l'Eglise catholique où elle est engagée depuis une quinzaine d'années, son dévouement pour l'Eglise au Gabon et en Côte d'Ivoire se traduit principalement

par son soutien aux paroisses et par la prise en charge des prêtres. Laïque engagée, comme elle aime à se définir à l'instar de sa grand-mère qui l'a élevée, les actions philanthropiques d'Olga O envers l'Eglise sont, selon elle, «sa façon d'apporter sa petite pierre à la construction de l'édifice qu'est l'Eglise, la communauté». D'après elle, à la mort «il n'y a que nos œuvres qui vont nous accompagner là-haut, tout le reste restera sur terre». En d'autres termes, ce qui l'anime dans ses œuvres caritatives, «c'est d'abord cet amour pour Dieu et pour l'autre; ce grand Dieu, on ne le voit pas mais on voit l'autre. Quand je



Olga Clarisse Ondjélé et l'auteur de l'article

regarde mon semblable à côté de moi qui est dans le besoin ou dans une situation de précarité, je me dis qu'il est de mon devoir de pouvoir lui venir en aide, de le soutenir, parce que j'ai pu trouver grâce auprès de Dieu à travers ma personne et ce que je suis». Originaire de la province du Haut-Ogoué, Olga O avait offert une réception le 12 janvier 2018 à quelques-uns des membres de la délégation congolaise la veille de l'ordination épiscopale

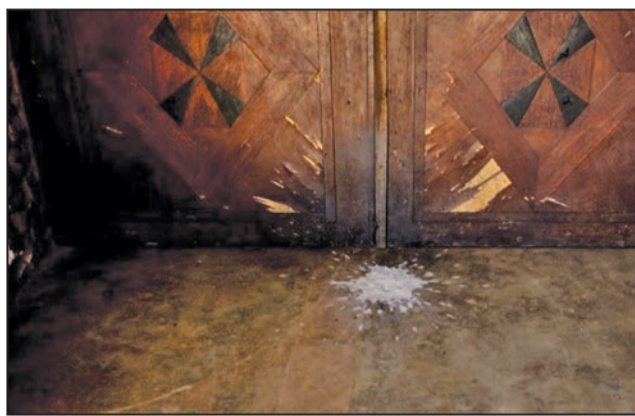
de Mgr Jean Patrick Iba-Ba, évêque de Franceville. Dans sa maison trônent des photos avec feu Omar Bongo-Ondimba et d'autres personnalités du Gabon. En 25 ans de métier de styliste-modéliste, elle a rencontré une kyrielle de célébrités dont les épouses des chefs d'Etat qu'elle a habillées. Elle dit avoir lancé le raphia sur le plan international.

Aristide Ghislain NGOUMA

Centrafrique

L'abbé Albert Toungoumalé Baba tué dans une attaque

La journée du mardi 1^{er} mai a été meurtrière dans la capitale centrafricaine Bangui, de nouveau secouée par la violence. Une attaque a frappé l'église catholique Notre-Dame de Fatima, où étaient rassemblés les chrétiens à l'occasion de la fête de Saint Joseph l'ouvrier coïncidant avec celle du Travail. Bilan: au moins 16 morts dont un prêtre et une centaine de blessés. Une mosquée a été incendiée par un groupe de gens en colère, en guise représailles.



L'église Notre-Dame de Fatima attaquée

Cette attaque a causé la mort d'au moins 16 personnes: un prêtre, un policier et un enfant notamment. Une centaine d'autres ont été blessés et conduits aussitôt à l'hôpital par la Croix-Rouge centrafricaine. Le prêtre tué est l'abbé Albert Toungoumalé Baba. Cette flambée de violences survient après les affrontements entre les forces onusiennes de maintien de la paix et les bandes armées fidèles au surnommé général Force, un chef de guerre du quartier PK5 le mois dernier. Et aussi, les menaces dans la ville de Kaga-Bandoro

que les ex-Séléka font peser sur les institutions du pays. Les tensions dans la population semblent de nouveau palpables.

Ces nouvelles violences ont commencé mardi par un incident impliquant un certain Moussa Empereur, un homme appartenant au groupe d'autodéfense de Nimery Matar Djamous alias Force. L'homme aurait été blessé par des Forces de sécurité intérieure. En représailles, un groupe d'hommes armés venus du PK5 a attaqué l'église Notre-Dame de Fatima dans laquelle étaient rassemblés des centaines de fidèles catholiques pour la messe. Le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui a appelé au calme mercredi, invitant la

population à ne pas tomber dans le piège de la vengeance ou des représailles à caractère religieux. Le président Faustin Archange Touadéra a quant à lui déclaré que «la population ne doit pas se laisser manipuler. Il y a des gens contre la paix. Ils ne passeront pas». A Bangui et dans le reste du pays, on redoute le retour à un spectre de violences qui depuis 2013 ont mis la Centrafrique à feu et à sang. La Mission des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA) et les autres membres du G5, une plateforme engagée dans le maintien de la paix, ont redoublé de vigilance.

Azer ZATABULI

Tchad

Le poste de premier ministre supprimé et le mandat du président allongé

Le Tchad va désormais entrer dans la IV^e République. Le Parlement a adopté, lundi 30 avril 2018, le projet de la nouvelle Constitution. Celle-ci acte le passage d'un régime semi-présidentiel avec un premier ministre chef du gouvernement, à un régime présidentiel intégral tel que voulu par le président Idriss Déby Itno. Le texte a été adopté contre vents et marées en dépit du boycott du vote par l'opposition qui a voulu se dresser contre. Le poste de premier ministre est supprimé et le mandat du chef de l'Etat allongé.



Le président Idriss Déby Itno

voulait instaurer.

Le député de l'opposition, Clément Djimet Bagaou et son collègue du Parti pour les libertés et le développement (PLD), Ousman Chérif, ont décidé, contrairement à leurs collègues, de participer à la séance et voté «non» «au nom de l'Histoire». «La réforme est profonde, a dit le premier, c'est l'ensemble de notre loi fondamentale qui est révisé. Mais nous optons pour l'adoption par la voie parlementaire, et ça, ce n'est pas du tout sérieux. Je sais que cela va être voté, mais c'est pour ne pas être incapables, demain, de témoigner à mes enfants, à mes petits-fils. Nous avons souhaité que ce soit le peuple tchadien, dans son ensemble qui se prononce».

L'opposition dénonce la mise en place d'un «régime présidentiel intégral» très favorable à Idriss Déby, le chef de l'Etat tchadien. Mahamat Saleh Maki, président du Parti pour

l'unité et la reconstruction (PUR), parti d'opposition parlementaire, n'y va pas sur le dos de la cuillère. «Il a les pleins pouvoirs, c'est voté, c'est terminé. Je ne vois plus ce que quelqu'un d'autre peut faire. Tout a été fait en un éclair. Nous ne savons même pas ce qui brûle pour une telle urgence. On aurait souhaité que cela puisse passer par référendum. On aurait aimé aussi qu'il y ait un large débat au niveau politique, que l'on aille vers la population. Mais hélas, nous n'avons pas été écoutés», a-t-il regretté. Pour Saleh Maki, cette réforme sera «difficilement applicable. Ce n'est pas facile d'avoir tous les pouvoirs entre les mains d'une seule personne. Je crois qu'il serait très difficile de gérer un pays comme le Tchad tout seul».

Marcellin MOUZITA
MOUKOUAMOU

Journée internationale de la liberté de la presse

La liberté d'expression: un droit fondamental

Le monde célèbre ce jeudi 3 mai la Journée mondiale de la liberté de la presse. Comme chaque année, l'événement reste marqué par des persécutions et poursuites auxquelles les journalistes font face à travers les cinq continents. 4^{ème} pouvoir, la presse dans beaucoup de pays est souvent soumise à rude épreuve à cause de son musèlement et la confiscation par les pouvoirs publics des droits des journalistes à exercer librement et en toute indépendance. En Afrique, les journalistes sont de plus en plus à la solde des régimes corrompus et autocratiques.

Il y a quelques jours, la justice turque a prononcé la condamnation de 14 collaborateurs du quotidien Cumhuriyet taxés de coupables pour «assistance à une organisation terroriste». Des peines allant jusqu'à plus de huit ans de prison. Outre la Turquie qui détiendrait le plus grand nombre de journalistes en prison, la suspension des journaux en Tanzanie par le président John Magufuli surnommé «bulldozer», a pénalisé plusieurs titres. Aux Etats-Unis d'Amérique, Donald Trump a boudé samedi 28 avril dernier le dîner des correspondants avec les journalistes, une tradition instituée il y a 40 ans et à laquelle son prédécesseur Barack Obama ne dérogeait pas. Au Cameroun il n'y a pas



Pour une presse libre et indépendante

si longtemps, l'affaire Ahmed Abba, correspondant de Radio France internationale (RFI) en langue haoussa a défrayé la chronique.

Dans la plupart des pays en Afrique, les organes ou institutions mis en place pour réguler, coordonner et canaliser la profession de journaliste sont assimilables à de simples caisses de résonance. Leur autorité ne s'exerce que pour réprimer et sanctionner sans cesse plutôt que pour aider les professionnels du micro et de la plume à travailler dans des conditions optimales. Sous leurs yeux, de nombreux journalistes croupissent injustement derrière les barreaux sous prétexte qu'ils auraient porté atteinte à la sûreté de l'Etat.

Dans certains pays du continent, même la délivrance ou l'obtention de la carte de presse reste encore un véri-

table casse-tête. Que dire alors de la formation qui demeure le principal défi!

Le travail du journaliste est quelque peu galvaudé par les réseaux sociaux, un phénomène favorisé par l'essor des Nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui dans une large mesure font prendre un sérieux coup à la liberté de la presse. Certes, la montée en puissance de ces réseaux n'est pas que rébarbative ni néfaste car ils renferment en même temps un côté bénéfique.

Ces derniers temps, la presse en Afrique a eu fort à faire avec la coupure des communications par les pouvoirs en place lors des joutes électorales. Des méthodes qui compliquent le travail des journalistes et ne font pas avancer la cause de la démocratie!

Aristide Ghislain NGOUMA

Etats-Unis-Afrique

Quelle politique américaine pour l'Afrique centrale?

L'arrivée de M. Donald Trump à la Maison Blanche a jeté quelques incertitudes sur la politique africaine des Etats-Unis. Son prédécesseur Barak Obama étant d'origine africaine, les choses semblaient à peu près évidentes à l'époque même si, en matière de santé et de sécurité notamment, ses deux devanciers George W. Bush et Bill Clinton ont posé des gestes remarquables sur le continent. La lutte contre le Sida ou le paludisme en Afrique, l'éradication des Shebabs en Somalie et même l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance ont été marquées de leur empreinte.

Sur l'actuel président américain, il y avait et il y a toujours un peu de perplexité, renforcée par des prises de position négatives sur le continent, et même des propos qualifiés d'insultants. Il en a nié le caractère injurieux et raciste et les a mieux fait expliciter au dernier sommet de l'Union africaine, à Addis-Abeba. Mais quelle est la politique américaine au Congo-Brazzaville, en Rd Congo et en Centrafrique? Qu'est-ce qui explique qu'aucun président américain n'ait daigné rendre visite aux pays d'Afrique centrale? Comment comprendre que les Etats-Unis

soient les alliés supputés de pays qui aident à la déstabilisation de l'est de la République démocratique du Congo?

Que se fait-il en Centrafrique à l'heure où le monde assiste à ce qui ressemble au commencement d'une crise aux variantes multiples et qui pourrait déstabiliser le gouvernement démocratiquement élu de M. Faustin-Archange Touadéra? D'une manière générale, une politique américaine en Afrique est-elle lisible quand on assiste chaque semaine à une valse de démissions-destitutions autour du président américain (l'avant-dernier Secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, était en visite à N'Djamena quand il a été limogé!) et que tous viennent avec leur sensibilité en matière de politique extérieure?

Ces questions et d'autres ont été posées à M. Christopher Lamora, responsable adjoint du Bureau des Affaires africaines au Département d'Etat, à Washington. Par vidéo-conférence, il a répondu à 30 journalistes réunis en séminaire à Kinshasa, en RDC, jeudi dernier. Il a expliqué qu'il y avait une constance dans la politique extérieure américaine. Elle repose sur la volonté de maintenir un partenariat avec le continent. «Nous parlons avec tous», a-t-il répondu à ceux qui suspectent Washington de maintenir des

relations privilégiées avec des pays qui sont accusés par ailleurs d'attiser les violences chez les voisins.

La relation USA-Afrique repose sur les quatre piliers constants que sont, a-t-il dit: la lutte contre le terrorisme, la recherche de la paix et de la sécurité, la bonne gouvernance et les échanges commerciaux. Les Etats-Unis interviendraient-ils en cas de nouveau «glissement» de la date des élections en RDC? «Nous n'appuyons aucune personnalité particulière, mais un processus électoral que nous souhaitons pacifique et démocratique. Les élections sont importantes mais ne sont pas suffisantes pour la paix et la stabilité. D'ores et déjà, les USA ont dégagé un budget de 65 millions de dollars pour la crise humanitaire à l'est de la RDC», a indiqué le diplomate. Il a salué le travail des journalistes et de la société civile en Centrafrique, souhaitant que la population puisse «profiter de la paix». Avec le Congo, la relation bilatérale est centrée sur l'économie et sur les questions d'environnement. Un peu plus tard, le directeur de l'USAID, Christophe Tocco, a évoqué l'aide américaine à un retour à la normalité dans le Pool.

A.S.M.

Bicentenaire des Sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie

Faire connaître l'amour de Jésus pour chacun

Il y a deux siècles fut fondée par l'abbé Pierre Monnereau la Congrégation des sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie. Pour commémorer l'heureux événement, une messe a été célébrée dimanche 29 avril 2018, en l'église Saint-Charles Lwanga de Makélékélé, jouxtant la communauté des religieuses à l'honneur. Présidée par Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, l'eucharistie a été concélébrée par Mgr Louis Portella Mbuyu, évêque de Kinkala, les pères Frédéric Mbayani, curé de la paroisse, Giuseppe Comisso, secrétaire de la nonciature apostolique du Congo, l'abbé Bertin Foueti, vicaire général de Kinkala et plusieurs prêtres œuvrant aussi bien dans l'archidiocèse de Brazzaville que dans le diocèse de Kinkala.

L'église Saint-Charles Lwanga de Makélékélé a vibré au rythme de cette célébration eucharistique commémorative du bicentenaire de cette congrégation religieuse conduite sur les fonts baptismaux en 1818 et présente actuellement dans cinq pays à travers le monde. Ainsi deux siècles plus tard, cette congrégation a continué de répandre le charisme et la vision du père fondateur qui consiste à s'occuper de l'éducation et de l'encadrement des jeunes filles, appelées à devenir des futures mamans, afin de garantir à la société une relève conséquente.

A la suite du mot de bienvenue du curé, Sr Marie-Louise Soaviloma, supérieure générale de la congrégation des sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie, a prononcé l'allocution d'usage dans laquelle elle a abordé les raisons de cette fête. «Plus de 3500 sœurs se sont engagées dans la congrégation des sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie depuis l'origine; toutes sont d'origine modeste, rurale pour le plus grand nombre, venues de France pendant un siècle et plus. (...) Au Congo les sœurs du Sacré-Cœur de Coutances ont fondé en 1961 la première communauté au Grand séminaire de Brazzaville, puis une école à Makélékélé. Ces sœurs

de Coutances ont fusionné avec les sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie en 1996 et leur ont demandé de continuer la présence au Congo à travers les trois communautés actuelles, avec 10 sœurs Congolaises et trois Malgaches;



Sœur Victorine Mayinga

une Congolaise en mission. Nommé curé en 1814 dans un village rural, le fondateur, l'abbé Pierre Monnereau restera 42 ans curé de ce village. C'est là qu'il va fonder la congrégation des sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie, le jeudi saint 1818. La mission du père Monnereau, est de faire connaître l'amour de Jésus pour chacun.» L'homélie de l'archevêque s'est articulée autour de la parabole du sarment et de la vigne. Car pour que le sarment donne du



Une vue de l'autel pendant la messe

fruit, il doit être connecté à la vigne. Ce faisant, le célébrant a cité le bon exemple des sœurs



L'abbé Pierre Monnereau

qui, pendant deux siècles sont restées fidèles au charisme de leur père fondateur en produisant de bonnes œuvres. Ainsi, l'archevêque a encouragé les religieuses des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie à aller de l'avant afin de produire des fruits qui demeurent.

La fin de la messe a été marquée par l'exécution de l'hymne des sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie, le récital des poèmes par les élèves de l'école Angélique Massé tenue

par les religieuses des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie, le mot de circonstance de Mgr Louis Portella Mbuyu, dont le diocèse abrite une communauté des religieuses à l'honneur. Dans son allocution, l'évêque de Kinkala a loué la fidélité et la présence remarquable de ces religieuses à Kinkala même en période difficile. Sœur Victorine Mayinga, supérieure de la congrégation des sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie au Congo, a prononcé le mot de remerciements dans lequel elle a fait l'historique de sa famille religieuse et exprimé la joie de sa congrégation de célébrer cet événement, deux siècles après la fondation. S'exprimant en dernier, l'archevêque de Brazzaville a loué l'œuvre accomplie par les religieuses dans l'archidiocèse de Brazzaville, notamment dans l'éducation. Car les écoles tenues par les religieuses excellent dans la propreté et la bonne gestion, a-t-il fait savoir, avant de remercier tous les participants à la messe et souhaiter une bonne fête aux religieuses à l'honneur et à leurs invités.

Gislain Wilfrid BOUMBA

Sixième dimanche de Pâques-B-

«Demeurer dans mon amour»

Textes: Ac 10, 25-26. 34-35. 44-48; Ps 97 (98); 1Jn 4, 7-10; Jn 15, 9-17

Chers frères et sœurs,

Dimanche dernier, Jésus se présentait à nous comme la vraie vigne et son Père le vigneron. Etant la vraie vigne, Jésus nous identifiait à des sarments. Et de ce fait, identifiés à des sarments, Jésus nous invitait à demeurer en lui comme lui en nous puisqu'un sarment ne peut pas porter de fruit par lui-même. Il va sans dire qu'en dehors de lui, nous ne pouvons rien faire. Hors de Jésus, point de salut. Dès lors, un chrétien doit rester connecté ou brancher à Jésus pour produire des fruits en abondance.

Dans ce même ordre d'idées, dans la page d'Evangile de ce sixième dimanche de pâques, Jésus nous invite à demeurer dans son amour: «Comme le Père m'a aimé, moi aussi je vous ai aimés. Demeurer dans mon amour». Que cela signifie concrètement? Demeurer dans l'amour de Jésus, c'est demeurer dans son Eglise, une, sainte, catholique et apostolique. Demeurer dans l'amour de Jésus, c'est demeurer dans la dynamique de salut tracée par le Christ pour aller vers le Père puisqu'il est «le Chemin, la Vérité et la Vie» (Jn 14, 6). Demeurer dans l'amour de Jésus, c'est garder ses commandements; garder, non pas comme une armoire de vestiges antiques plutôt garder dans le sens de fructifier l'héritage reçu du Christ. «Si vous gardez mes commandements, vous demeurez dans mon amour». De ce fait, un chrétien est une custode de l'amour de Jésus. Il n'a d'autre leitmotiv que de faire la volonté de Dieu.

Par ailleurs, si le Christ nous invite à demeurer dans son amour c'est parce que lui-même aussi a demeuré sa vie durant dans l'amour de son Père, en cherchant non pas à plaire aux hommes mais à Dieu, en faisant la volonté de Dieu. Souvenons-nous quand il est au mont des Oliviers avant d'entrer librement dans sa Passion, il demande à son Père d'éloigner de lui cette coupe, mais après il se ressaisit pour accorder le primat à la volonté de Dieu: «Père, si tu veux, éloigne de moi cette coupe! Cependant, que ce ne soit pas ma volonté, mais la tienne qui se fasse!» (Lc 22, 42). En ce sens, Jésus n'est pas un simple donneur de leçons mais il vit en sa chair ce qu'il enseigne aux hommes.

Oui, celui qui garde les commandements du Christ demeure dans son amour. Et nous savons pertinemment que les commandements du Christ se résument en un seul: Aimer. «Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés» dit Jésus dans l'Evangile de ce dimanche. Mais l'amour auquel le Christ nous convie est un amour oblatif puisqu'«il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime». Donner sa vie pour l'autre est la plus grande preuve d'amour. C'est ce que Jésus réalise dans l'Eucharistie, le sacrifice non sanglant du jeudi saint qu'il perpétue sur la croix à travers le sacrifice sanglant du vendredi saint. Donner sa vie pour l'autre ne concerne pas seulement le martyr à l'instar de saint Etienne, de saint Maximilien Kolbe ou du Bon Cardinal Emile Biayenda (martyr rouge), mais donner sa vie signifie aussi se dépenser pour le bien de l'autre, en mettant l'autre à l'aise puisque dans l'amour l'autre est premier (martyr blanc) à l'instar de Mère Térèse, de sainte Thérèse de l'Enfant Jésus ou de saint Jean Marie Vianney. De ce point de vue, un chrétien est un martyr factuel pour l'Eglise dans le monde de ce temps. En vivant dans cette optique de martyr rouge ou blanc notre vie chrétienne, nous passons de la stature de serviteurs à amis de Jésus: «Vous êtes mes amis si vous faites ce que je vous commande. Je ne vous appelle plus serviteurs, car le serviteur ne sait pas ce que fait son maître».

Chers frères et sœurs, aimons-nous les uns les autres. Celui qui aime est né de Dieu et connaît Dieu (deuxième lecture). Dieu est amour, amour tout donné pour les hommes. C'est à une telle praxis d'amour qu'il nous veut, donner et se donner pour les autres. En outre, c'est parce que Dieu est amour qu'il veut que tous les hommes soient sauvés et parviennent à la connaissance de la vérité en bousculant parfois nos schémas de compréhension, notre manière de voir les choses. C'est ce que Pierre appréhende dans la première lecture quand il dit: «En vérité, je le comprends, Dieu est impartial: il accueille, quelle que soit la nation, celui qui le craint et dont les œuvres sont justes». Enfin, demandons continuellement au Seigneur la grâce de demeurer dans son amour.

Abbé Mathias Cédric LOUHOUMOU
Foyer Abraham

La graine semée en France a fructifié en terre congolaise

Mues par un élan missionnaire au service de l'évangile, les religieuses de la Congrégation des sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie suivent l'itinéraire initié il y a deux cents ans par leur fondateur, l'abbé Pierre Monnereau. Leur œuvre pleine d'histoire et de vie a traversé les frontières. Elle s'est disséminée à travers le monde jusqu'à gagner le Congo où elle a produit du fruit. Implantée dans l'archidiocèse de Brazzaville et dans le diocèse de Kinkala, cette congrégation s'emploie activement dans la catéchèse, l'encadrement des jeunes filles et l'enseignement, fidèle au charisme de son fondateur.

Née en 1818 en France à partir d'un noyau de trois religieuses, la Congrégation des sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie s'est répandue dans d'autres pays: Canada, Madagascar, République dominicaine, Congo et à l'île de la Réunion. Dans leur terre de mission, les sœurs sèment l'unité et l'amour à travers leur présence et leur spiritualité face à la division et la haine, dans un monde globalisé où l'individualisme, l'égoïsme et l'intolérance règnent avec force. Leur fondateur, curé de paroisse en 1814 dans un village rural, avait subi le passage de «l'armée révolutionnaire» qui avait détruit, saccagé et entraîné la division parmi la population. Pierre Monnereau restera 42 ans curé de ce village. C'est là qu'il fonde la congrégation des sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, le Jeudi

Saint 1818.

A ce jour, la congrégation compte plus de 3500 sœurs toutes d'origine modeste, rurales pour le plus grand nombre. Au Congo, les sœurs du Sacré-Cœur de Coutances ont fondé en 1961, la première communauté au Grand séminaire de Brazzaville, puis une école à Makélékélé. Ces religieuses ont fusionné avec les sœurs des Sacrés-Cœurs en 1996 et ont demandé de continuer la présence au Congo. Ce sont les trois communautés dont deux à Brazzaville et une à Kinkala, avec 10 sœurs Congolaises et 3 Malgaches. Une des religieuses Congolaises est en mission à Madagascar. Comme celle de toute congrégation missionnaire, l'œuvre des sœurs se traduit dans cet exode de «sortir de soi pour s'ouvrir à l'autre».

Mettant en relief la vision de Pierre Monnereau, les sœurs



Les sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et Marie (au premier plan) exécutant l'hymne de la Congrégation

ont ouvert depuis quelques années l'école primaire Angélique Massé qui forme les jeunes filles et garçons à Makélékélé car le but principal de leur fondateur était l'éducation des petites filles de campagne. Un travail qu'elles mènent laborieusement avec leurs membres associés laïcs, une dizaine à ce jour parmi les quelque 300 dans les 5 pays où sont présentes les sœurs. L'essentiel de cette mission exaltante est contenu dans la parole de Pierre Monnereau: «Jésus n'a pas dit: apprenez de moi à faire des œuvres grandes et merveilleuses, mais il a dit: apprenez de moi à être doux et humbles de cœur».

Invité à témoigner sur ces religieuses établies dans son diocèse, Mgr Portella, parlant

de l'expérience de leur présence fidèle, a fait savoir que «depuis qu'il est à Kinkala, malgré les tumultes, malgré les turbulences qu'il y a eues à Kinkala et dans le diocèse, les sœurs y sont restées». «Il y a même des moments où elles sont restées parfois quatre, une seule ou parfois deux de manière très risquée. Elles ont aimé ce peuple qu'elles ont servi», a-t-il souligné, tout en louant leur générosité et le courage dans leur mission. L'évêque de Kinkala a remercié les sœurs pour leur présence qui réconforte beaucoup et pour l'assistance qu'elles apportent aux vieilles femmes, aux jeunes filles, à la population.

Aristide Ghislain NGOUMA

IN MEMORIAM

5 mai 1993-5 mai 2018, vingt-cinq (25) ans déjà!

Maman, La vie continue sans toi, avec les joies, les peines et souffrances. Les jours passent, mais le souvenir reste indélébile. Merci d'avoir une pensée pieuse pour Mme NGANGA née NGANGOULA Marianne. Que ton âme repose en paix.



Les enfants NGANGA.

Un Dimanche en paroisse

Saint-Michel Archange de Pokola (Diocèse de Ouessou)

L'amour n'est pas de l'ordre des discours, il est d'abord une manière d'être

Comme à son habitude, la chrétienté de la paroisse Saint-Michel de Pokola s'est rassemblée à 8h 30 le dimanche 29 avril 2018, pour la célébration de l'unique messe dominicale. C'est en grand nombre et dans une réelle euphorie, manifestant davantage la joie pascale, que les paroissiens ont participé à cette messe. Présidée par l'abbé Dorel Okoulopoko, administrateur paroissial, l'eucharistie du 5^e Dimanche de Pâques a suivi son déroulement ordinaire, sous l'animation liturgique de la chorale Cardinal Emile Biayenda. Exploitant les textes liturgiques du jour, le célébrant a notamment axé son exhortation sur la



Les participants à la messe

deuxième lecture (1Jn 3,18-24). Dans cette perspective, a-t-il invité les chrétiens à se rendre à l'évidence que l'amour n'est pas de l'ordre des discours, il est d'abord une manière d'être. Il semble être plus vrai d'aimer par les actes que par les paroles. Voici en quelques lignes l'extrait de l'homélie de l'abbé Dorel: «(...) Ce que nous posons comme actes est beaucoup

plus parlant que ce que nous proférons. Aujourd'hui comme hier les gens tout au moins censés ont pu le comprendre que ceux qui les aiment le leur manifestent à travers l'agir vrai. Autrui attend que nous lui montrions notre amour. (...) Beaucoup de personnes en situation de détresse veulent voir qui les aiment vraiment c'est-à-dire des gens capables de les

fréquenter dans ce qu'ils vivent et surtout de leur apporter une aide conséquente. L'acte est, sans doute, le moyen crédible par lequel l'amour s'exprime au plus haut point. (...) Et lorsque nous aimons non pas avec des paroles, mais par des actes et en vérité, nous demeurons en Dieu, en son Amour. Car, celui qui aime reste branché à la source d'Amour (Dieu). De cette manière, l'évangile nous mène à comprendre la nécessité d'être connecté au Christ. C'est dans notre union à Lui que nous arrivons à donner des fruits d'amour qui durent: hors de Lui nous ne pouvons rien faire, nous sommes bon à rien». L'amour vrai, traduit par des actes concrets, dit notre appartenance à Dieu, parfaite image d'amour qui nous façonne, a conclu le célébrant.

La paroisse Saint-Michel Archange a abrité les ordinations diaconales en juin 2017

L'histoire de la paroisse Saint-Michel Archange de Pokola débute au cours de la période allant de l'année 1975 à 1981 avec un chrétien visionnaire en la personne de M. Daniel Ibata qui sera assisté et accompagné par M. Félix Miwaye. De 1982 à 1983 les deux chrétiens ont, de temps en temps, été visités par une religieuse originaire de la République Démocratique du Congo (RDC) et un prêtre en provenance de la Centrafrique. Au moment venu, les deux missionnaires religieux rentreront chacun dans son pays d'origine. En juin 1983 la communauté chrétienne accueille M. Jean Louis Ganongo comme un autre membre actif qui travaillera aux côtés de deux premiers pionniers mentionnés ci-dessus. Au cours de cette même année, on se souvient de la première visite d'un prêtre de La Sangha-Likouala à savoir le père Pierre Loubier, curé à cette époque de la cathédrale de Ouessou. En 1984, suite à son admission au sacrement du baptême et tenant compte de son expérience à tenir



Une vue des chrétiens à la sortie de l'église

la communauté chrétienne, M. Félix Miwaye fut officiellement nommé comme premier catéchiste en pleine célébration eucharistique animée par la chorale La Semence de Ouessou. L'année 1986 sera celle de la célébration du tout premier mariage religieux entre Félix Miwaye et Clotilde Bogneke. La joie de ce mariage fera mûrir le projet de construction de la première église. Cette dernière va être construite en planches. Les travaux dureront deux ans de 1986 à 1988. C'est précisément en la date du 17 juillet 1988 que l'église

fut inaugurée et baptisée Saint-Michel Archange, un nom tiré au sort parmi deux autres. Tout cela s'est fait en présence et sous le patronage de Mgr Hervé Itoua, l'évêque du lieu d'alors. Vers les années l'an 2000, on assistera à l'éclatement des activités de l'industrie du bois (CIB) basée à Pokola. La localité verra affluer des centaines de personnes. L'augmentation de la population de Pokola occasionnera celle des chrétiens catholiques de la place. Il va donc se faire sentir le besoin de bâtir une église beaucoup plus grande et digne avec une

capacité d'accueil importante. C'est dans ce sens qu'ont été lancés et réalisés les travaux de l'actuelle église, de 1999 à 2005 avec les contributions tous azimuts notamment celles des responsables de la CIB et des paroissiens eux-mêmes. La nouvelle église va être inaugurée par Mgr Yves Marie Monot, actuel évêque de Ouessou. Par ailleurs, il y a lieu de signifier la présence de la communauté des sœurs Servantes du Seigneur à quelques encablures de la paroisse, ce depuis l'année 2002. Enfin, la paroisse Saint-Michel Archange se souviendra d'avoir abrité, pour la première fois de son histoire, les ordinations diaconales conférées par le nonce apostolique, en juin 2017. Voici la liste des curés qui se sont succédé à Saint-Michel Archange de Pokola depuis sa création jusqu'à nos jours: abbé Rosaire Mangala, abbé Franck Daniel Nzika, père Moïse Samba, abbé Raymond Mbele, abbé Thierry Dorel Okoulopoko (à la tête, depuis 3 ans).

Abbé Dorel Thierry Okoulopoko,
administrateur paroissial

Veiller sur la formation doctrinale et humaine des paroissiens

*Pouvez-vous nous dire depuis combien de temps vous êtes à la tête de la paroisse Saint-Michel de Pokola?

**Je suis à la tête de cette paroisse depuis 3 ans.

*Comment avez-vous trouvé la paroisse à votre arrivée comme responsable? Pensez-vous aujourd'hui avoir fait un pas de plus?

**Cette question a deux volets à mon avis. Comment ai-je trouvé la paroisse? Et qu'est-ce qui a changé aujourd'hui? Au premier volet de la question, je dirais que lorsqu'on est nommé dans une paroisse, vous héritez, dans la plupart des cas, du patrimoine matériel et spirituel, des réalisations de vos prédécesseurs, des défis qui vous attendent; surtout vous venez trouver là des chrétiens avec leur complexité. En ce qui concerne le deuxième volet de la question, je dois avouer que j'ai hérité d'une communauté paroissiale vivante et déjà bien avancée sur certains aspects. Mais il y avait aussi quelques manquements par rapport à ma vision de prêtre du 21^e siècle. Aujourd'hui, je dirais que nous avons fait un grand pas dans le sens de l'évolution, car quelques-unes de mes attentes et celles de mes paroissiens ont pu trouver satisfaction. La cohésion qu'il y a entre mes chrétiens et moi nous permet de continuer à travailler et d'avancer.

*A quoi ressemble votre vie de pasteur en paroisse?

**La vie d'un pasteur dans une paroisse est celle d'un missionnaire envoyé pour être à la tête du troupeau afin de le conduire toujours vers des prés d'herbe fraîche. Le Christ nous envoie par le biais de nos supérieurs pour proclamer l'Évangile du salut, faire des disciples et apporter la paix dans les cœurs. Comme pasteur, je veille beaucoup sur la formation doctrinale et humaine de mes paroissiens. C'est même dans ce sens que je m'escrime à soigner la qualité de mes prédications. J'ai toujours été fasciné par cet exercice de la prédication. Et je ne tarde pas



à m'y mettre là-dessus. Car, c'est un défi à relever face aux prêches déroutants de certaines églises qui nous environnent. Ma vie de pasteur se déploie tout de même dans l'optique de l'accueil des paroissiens, mais aussi des étrangers. Se situant aux carrefours, en plein centre de Pokola, la paroisse Saint-Michel reçoit plusieurs personnes de diverses nationalités, attirées par la compagnie CIB. Cela nous permet de vivre une enrichissante expérience de la diversité culturelle. Enfin, en tant que pasteur, je suis présent quasiment à toutes les activités organisées en paroisse, au milieu des fidèles.

*En ce qui concerne l'avenir de la paroisse, avez-vous des projets?

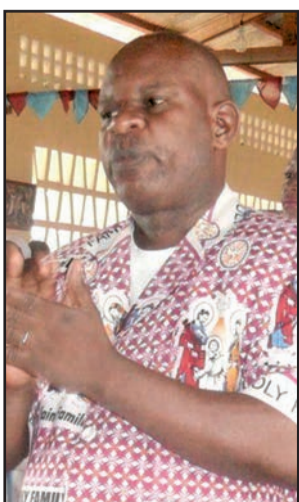
**Évidemment! Comment peut-on vivre sans projets? Comment concevoir une vie qui ne projette rien? C'est presque impossible d'être sans projets. Alors, actuellement nous avons en tête plusieurs projets, le plus en vue étant la construction d'une maison d'accueil dans notre paroisse dont les travaux ont été amorcés. À cet effet, je tiens à remercier et féliciter mes paroissiens qui, en prenant leur responsabilité, contribuent constamment à la réalisation de différents travaux dans le souci de donner davantage à notre paroisse des conditions adéquates, lesquelles pourront faciliter la tâche à nos successeurs.

Emmanuel Mifoundou, vice-président du Conseil pastoral paroissial

«Nous sommes appelés à accompagner l'équipe presbytérale dans sa mission»

*En tant que représentant du Conseil pastoral paroissial, comment comprenez-vous votre mission?

**Venant juste après les prêtres dans l'ordre hiérarchique au sein du bureau du conseil, notre mission, de concert avec les autres membres laïcs du bureau, est d'être une «courroie de transmission» entre l'équipe presbytérale et les autres laïcs de la paroisse. Nous jouons, pour ainsi dire, le rôle de pont entre les prêtres et la communauté chrétienne. Aussi, nous sommes appe-



lés à accompagner l'équipe presbytérale dans sa mission sous l'autorité du curé, et à lui apporter le concours nécessaire pour favoriser l'activité paroissiale, la réalisation des projets et la communion au sein de la paroisse, par une collaboration loyale et généreuse dans le souci du bien commun d'une part, et en faisant des propositions ou suggestions sur certaines questions de la vie de la paroisse d'autre part.

*Votre paroisse! Comment est-elle structurée?

**La paroisse est structurée hiérarchiquement de la manière suivante: L'équipe presbytérale avec le curé à sa tête; Le Conseil pastoral paroissial comme organe de concertation qui requiert la présence effective des fidèles laïcs dont l'opinion générale est prise en compte dans l'examen et la décision sur les questions de grande importance de la vie pastorale paroissiale; Le bureau du conseil qui joue le rôle de comité exécutif par rapport à tout le conseil. Les commissions et les mouvements d'apostolat. Enfin, les

autres fidèles laïcs.

L'auteur

*Quelle ambiance prévaut au cœur de votre communauté paroissiale?

**Nous pouvons dire qu'il règne une bonne ambiance au sein de notre communauté qui demeure toujours dans sa phase de construction. Nous arrivons à constater chaque année l'évolution, les changements palpables à travers les réalisations effectuées, lesquelles sont rendues possibles grâce à un enthousiasme, une cohésion et une communion dans l'action entre tous les acteurs ou instances de notre paroisse.



Grâce MANIMA
Stagiaire pré diaconal à la paroisse Saint Michel Archange de Pokola

La presse en Afrique centrale

Journalistes au service de la communauté

Un atelier de quatre jours vient de réunir à Kinshasa des journalistes de la sous-région. Venus du Congo-Brazzaville, de République centrafricaine et de République démocratique du Congo, les trente journalistes ont été invités à s'immerger dans une réalité qui, en fait, ne les a jamais quittés depuis leur formation: leurs devoirs et leurs responsabilités. Une pique de rappel. Surtout en une période que les trois pays sont appelés à affronter à plus ou moins brève échéance, celle des élections. Hommes et femmes venus d'organes aussi divers que les radios et télévisions d'Etat, des journaux de la presse privée, ces journalistes ne sont pas venus faire valoir ou acquérir des compétences nouvelles.

Le journalisme est un métier en danger. D'ailleurs parmi les confrères, beaucoup sont venus d'organes à diffusion en ligne, sur internet. Les réseaux sociaux posent un réel défi à la presse conventionnelle. Ils ont bousculé les notions traditionnelles du journaliste entendu comme étant le compétent pouvant rendre compte d'un événement. Premier arrivé sur un lieu, homme ou femme promenant son micro ou prenant des notes ou des photos. Cette vision classique du journaliste Routabille est aujourd'hui malmenée par le citoyen lambda. Avec son smartphone, il est souvent le premier à poster sur Facebook ou Twitter. Le temps que le journaliste «classique» reparte vers sa rédaction écrire commentaire et éditoriaux, l'information est déjà sur la place publique!

Le défi se pose donc pour le journaliste, même dans la

sous-région, de se réinventer et de renouveler en constance l'intérêt et sa justification auprès d'un public sursaturé, assailli de toutes parts par des nouvelles qui parfois sont des fausses nouvelles – des fake news – totalement bidonnées et inventées aux seules fins de nuire. Durant les sessions, un grand débat est revenu régulièrement bousculer la notion, toute faite et complètement éthérée, de «professionnalisme». Qu'est-ce qu'un professionnel de l'information: celui qui a été formé, et qui livre une information avec rigueur et suivant les règles apprises à l'école de journalisme? Seulement?

Le constat a été unanime: il lui faut plus pour parler au public averti de maintenant; ajouter à ce que les réseaux sociaux fournissent dans la précipitation de l'événement. Et toujours se mettre au service de la communauté. Le journaliste



Journalistes des deux Congo à la session

n'est plus un plénipotentiaire paradant sur la place publique et drapé dans l'arrogance que lui donne son état de «quatrième pouvoir». A Kinshasa, les professionnels des médias ont convenu que leur statut de quatrième pouvoir reposait sur un pouvoir usurpé. Ni élu, ni désigné: le journaliste ne rend pas compte de son agissement au peuple et aux pairs auxquels, pour leur part, retournent régulièrement les trois autres pouvoirs qui le précèdent: le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Il est donc appelé à se gagner les galons de porte-parole de la communauté, en commençant par se rappeler que ce qu'il écrit, ce qu'il dit n'a de sens que s'il est utile à cette communauté. Les deux animateurs de ce séminaire, le Sénégalais Hamadou Tidane Sy et le Rdécien

Obul, ont conduit une session pleine et intense, enrichie des expériences combinées de quatre pays (le Sénégal s'invitait aussi de temps en temps aux débats). Les travaux se sont tenus au siège de l'ONG Journalistes en danger (JED). Si les journalistes de la République démocratique du Congo sont en majorité sans contrat et exposés à la précarité; si ceux de Centrafrique sont dans une configuration de presse communautaire et ceux du Congo-Brazzaville font face à une situation économique difficile dans le pays, tous sont au service de la vérité à présenter avec responsabilité, quel que soit le poids des dominants qui ont leurs intérêts et leurs agendas.

Albert S. MIANZOUKOUTA

Ravinement

Les habitants d'Ebomapoko tourmentés, la SNDE veut faire du blé sur leurs souffrances

Les populations du quartier Massengo sont tourmentées depuis peu par les érosions. Celles-ci se manifestent un peu partout dans la capitale congolaise. A Ebomapoko, au quartier Massengo, dans le 9e arrondissement de Brazzaville, Djiri, une érosion est en train d'avaler des habitations; elle menace d'emporter beaucoup d'autres encore. La principale cause de ce ravin, les pluies diluviennes qui s'abattent sur la ville.



Une vue du ravin à Ebomapoko

Pour Faustin Essou Edounga, chef de bloc n° 3 Ebomapoko, celle-ci serait due à la mauvaise construction des canalisations. «Cette érosion est là parce que les ingénieurs chargés de construire les canalisations ont mal fait leur étude», estime-t-il.

Dans ce bloc n° 3 Ebomapoko, on peut lire la tourmente sur chaque visage à la moindre tornade. Les habitants essaient malgré tout d'arrêter l'avancée du ravin mais en vain. Celui-ci a endommagé, il y a quelques jours, un conduit d'eau de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) desservant les parcelles du bloc. Chose étrange, après constat des dégâts, la SNDE demande aux habitants de ce bloc 150.000 F.CFA en guise de frais de réparation.

«Les habitants ont réuni une somme qui a servi à l'achat de six camions de sable pour arrêter la progression de l'érosion, mais les dernières grandes pluies ont tout emporté, et le sable et le conduit d'eau... Après constat, la SNDE a évalué le coût des dégâts à 264.000 F.CFA, et comme vous pouvez le lire sur ce document qu'elle nous a remis, elle a reparti ce montant ainsi qu'il suit: SNDE: 114.000 F.CFA, habitants: 150.000 F.CFA», révèle M. Edounga.

Il sied de mentionner que cette érosion ne se trouve plus qu'à quelques mètres du goudron et menace de couper la voie, tout comme d'engloutir les installations de la SNE. Ce qui plongerait le bloc n° 3 Ebomapoko dans l'obscurité.

M. Faustin E. Edounga lance un appel à l'aide aux autorités compétentes pour résoudre ce problème. Reste à savoir s'il sera entendu.

Rabbi-Spiritus ITOUA
(Stagiaire)

Banques multilatérales de développement

L'impact des technologies sur l'emploi

Dans une nouvelle étude, intitulée The Future of Work: Regional Perspectives (L'avenir du travail: perspectives régionales), publiée jeudi 19 avril par quatre institutions multilatérales de développement régionales: la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque interaméricaine de développement (BIAD), il ressort que la rapidité des avancées technologiques offre aux économies émergentes et en développement une occasion unique de croître plus rapidement et d'atteindre des niveaux de prospérité plus élevés.

Toutefois, certaines technologies de rupture sont susceptibles de déplacer la main-d'œuvre, de creuser les inégalités et de contribuer à augmenter le travail informel. Pour tirer parti des nouvelles technologies de manière à en maximiser les avantages et à en atténuer les effets négatifs, et afin que tous les citoyens puissent les mettre à profit, il sera nécessaire d'établir une coopération entre les secteurs public et privé et d'adopter des politiques publiques intelligentes. Examinant l'impact possible de la technologie sur le marché international du travail, l'étude identifie un certain nombre d'actions concrètes que les pays peuvent entreprendre pour s'adapter à l'évolution de la nature même des emplois et tirer parti des technologies émergentes.

The Future of Work: Regional Perspectives analyse les défis et les opportunités en matière d'intelligence artificielle, d'apprentissage automatique et de robotique, dans le contexte de ce que l'on appelle, aujourd'hui, la qua-

trième révolution industrielle. Celle-ci pourrait entraîner des problèmes, en particulier une aggravation des inégalités, la disparition d'emplois, et un degré élevé d'incertitude face aux changements technologiques et à l'automatisation. Mais elle pourrait également offrir des avantages en termes de croissance économique grâce à des gains de productivité, à des rendements accrus et à une baisse des frais d'exploitation. Des chapitres, dans cette étude, sont consacrés aux effets d'ores et déjà observés de l'évolution technologique sur les marchés de l'emploi dans les différentes régions du monde.

Pour le continent africain, l'étude indique que, parmi les politiques de transformation prometteuses sur le continent, figurent la transformation dérivée de l'agriculture, le contenu local et la participation locale, ainsi que la modernisation du secteur des services, la manufacture axée sur les exportations et l'amélioration des infrastructures. Les technologies de la quatrième révolution industrielle (4RI)



La technologie transforme les métiers, les manières de travailler, de communiquer et de collaborer

– dont les technologies de l'information et des communications, l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et la robotique – joueront un rôle de plus en plus important en faveur de la transformation économique de l'Afrique dans ces domaines. L'Afrique occupe déjà la deuxième place sur le marché mondial des téléphones portables, et le nombre d'entrepreneurs – principalement jeunes et prospères – utilisant cette technologie ne cesse d'augmenter. Cependant, tout en étant exposée aux perturbations, bonnes ou mauvaises, que les technologies de la 4RI entraîneront dans leur sillage, l'Afrique n'est pas encore en mesure de tirer pleinement parti des opportunités uniques que ces technologies pourraient apporter. Dans toute la région, les chefs d'entreprise considèrent que l'inadéquation des compétences des travailleurs est l'un

des principaux obstacles à la progression de leurs affaires. Il est donc nécessaire de revoir les stratégies de création d'emplois et de croissance économique, afin de pouvoir relever les défis et saisir les opportunités de la 4RI. L'Afrique en particulier doit s'attaquer au problème du chômage des jeunes.

La publication de ce rapport a été lancée au siège de la Banque interaméricaine de développement lors d'une table ronde à laquelle ont pris part Charles Boamah, vice-président principal de la Banque africaine de développement, représentant le président de la BAD Akinwumi Adesina, et les présidents des trois autres banques régionales de développement à l'origine de l'étude: Luis Alberto Moreno (BIAD), Takehiko Nakao (BASD) et Suma Chakrabarti (BERD).

Viclaire MALONGA

Tribunal de Grande Instance d'Oyo

Condamnation de trois trafiquants d'ivoire

Le Tribunal de Grande Instance d'Oyo a infligé jeudi 26 avril 2018 des amendes et des peines d'emprisonnement ferme pour des faits de braconnage à trois prévenus. Ils avaient été arrêtés en flagrant délit le 9 avril 2018, avec huit pointes d'ivoire d'éléphantaux.

Les trois trafiquants condamnés par la justice



Coupables: Dunel Germain Okiele Doke, est considéré comme acteur principal dans cette affaire. Il a été condamné à trois ans d'emprisonnement ferme, 500.000 F.CFA d'amende et 2.000.000 de F.CFA de dommages et intérêts pour abattage d'une espèce animale intégralement protégée, l'éléphant; détention et circulation illégales des trophées de cette espèce animale. Les deux autres, Droxy Koumou et Guyvenchy Paya, ont écoupé de deux ans d'emprisonnement ferme assortis de 250.000 F.CFA d'amende. Ils devront payer, chacun, 1.000.000 de F.CFA de dommages et intérêts. Ces deux indécents ont été condamnés pour détention et circulation illégales des trophées d'une espèce animale intégralement protégée, les défenses d'éléphants.

Le Tribunal de Grande Instance d'Oyo, en prononçant ces peines exemplaires, entend lancer un message fort aux éventuels braconniers. Il montre par ailleurs que le braconnage est sévèrement puni par la loi congolaise. Le braconnage détruit des précieuses ressources fauniques dont la reproduction exige énormément de temps.

Dans un rapport récent publié mardi 17 avril 2018, l'Organisation non gouvernementale WWF estime que le braconnage de l'éléphant prive chaque année le continent africain de 25 millions de dollars de recettes touristiques (23,5 millions d'euros).

D'une valeur annuelle comprise entre 15 et 20 milliards de dollars, le marché du commerce illégal d'espèces sauvages se classe au quatrième rang mondial des commerces illicites après la drogue, la contrefaçon et le trafic d'êtres humains, selon le rapport. Celui-ci souligne par ailleurs que «populations locales et criminels étrangers se livrent» au braconnage d'espèces classées à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

«Il y a tout de même lieu de distinguer le phénomène pratiqué à petite échelle par les riverains pour s'approvisionner en viande de brousse, de celui exercé à grande envergure par les réseaux criminels», conclut toutefois le WWF.

V.M.

Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC)

Galvaniser les troupes pour atteindre les objectifs fixés

Dès sa prise de fonctions le 5 mars 2018, le nouveau Directeur Général de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), Maixent Raoul Ominga, a résolu, entre autres, de mettre un accent significatif sur la formation des ressources humaines pour rentabiliser la société, afin que celle-ci joue pleinement son rôle de contribuer fortement à créer des richesses au profit des Congolais. Ainsi, toujours pour s'enquérir des conditions de travail des agents et cadres sous tutelle, mais surtout galvaniser ceux de la filiale qui assure la distribution des hydrocarbures de mutualiser les forces pour éviter les pénuries, après la visite des installations et hydrants des aéroports Maya-Maya à Brazzaville et Antonio Agostino Neto à Pointe-Noire, il y a peu, il est échu à la Direction Aval dite SNPC Distribution de recevoir le Directeur Général Groupe, le mercredi 25 avril dernier.

Maixent Raoul Ominga, avec le franc-parler qui le caractérise, a justifié sa visite à la direction de SNPC Distribution à Brazzaville. «Je pense que parmi les outils stratégiques de la SNPC pour répondre aux problèmes de pénuries, nous avons la filiale SNPC Distribution. Avec le Directeur Général aval, on a parlé des problèmes et des solutions qui existent dans cette société. On fera en sorte qu'il y ait la régularité de produits au niveau de notre propre filiale, avant d'assurer la régularité chez les autres. Le Directeur m'a rassuré qu'on va travailler la main dans la main, afin d'atteindre ces objectifs.

Vous savez, on a déjà beaucoup investi dans le réseau de distribution. Cette année et les années à venir, nous devons faire en sorte que le produit soit régulier dans les stations-service», a-t-il expliqué, au terme de sa visite. «J'ai vu la filiale qui est très organisée, les agents sont réellement installés. Je pense que c'est un motif de fierté. Je suis sûr que la Direction générale va continuer à persévérer dans ce sens. A notre niveau, nous allons les soutenir, afin que la motivation puisse continuer à régner dans cette maison», a conclu Maixent Raoul Ominga. Réagissant à cette visite, le Directeur Général de



Teddy Christel Sassou Nguesso (à g.) et Maixent Raoul Ominga

SNPC Distribution, Teddy Christel Sassou-Nguesso, a égayé qu'avec le Directeur Général Groupe, plusieurs questions ont été abordées, entre autres, la pénurie, les perspectives et un certain nombre de projets. «Nous nous sommes totalement accordés et faisons confiance à notre Directeur Général Groupe...pour nous accompagner vers l'excellence et faire en sorte que la SNPC Distribution prenne sa place au sein de la Nation et être numéro 1 du marché

de la distribution des produits pétroliers, liquides et gazeux», a-t-il lancé. Pour rappel, nommé en Conseil des ministres du 28 février dernier, le nouveau Directeur général de la Société Nationale des Pétroles du Congo a pris officiellement ses fonctions le 5 mars dernier, à Brazzaville. Au cours d'une cérémonie placée sous le patronage du ministre des Hydrocarbures, Jean-Marc Thystère-Tchicaya. A cette occasion, Maixent

Raoul Ominga a présenté la feuille de route de sa politique visant à relancer la SNPC. Le nouveau Directeur Général de la SNPC qui a un mandat de quatre ans, conformément aux nouveaux statuts de cette société, s'était fixé quatre priorités: faire de la SNPC une société productrice de pétrole; améliorer les conditions d'approvisionnement du pays en produits pétroliers afin de parer aux pénuries récurrentes de carburant; améliorer les

performances de la SNPC pour qu'elle participe sensiblement au budget de l'Etat; et renforcer les capacités des ressources humaines de cette société, à travers la formation.

A propos de la SNPC

Créée en 1998, des cendres d'Hydro Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo est une compagnie étatique qui détient cinq filiales très actives dans toute la chaîne de l'industrie pétrolière: SONAREP, SFP, ILOGS, CORAF, SNPC-Distribution). Cette présence dans tous les secteurs lui permet d'asseoir son expérience et son savoir-faire, devenant ainsi un acteur incontournable du pays. Seule entreprise publique congolaise évoluant dans le domaine du pétrole, la SNPC exerce ses activités sur Mocho-Bilondo (15 %), Nkossa (15 %), M'Boundi (8,8 %), Kitina (35 %), Sendji (15 %), Yanga (15 %), Djambala (35 %), Foukanda (35 %), Mwafi (35 %), Emeraude (49 %), Yombo (49 %), Tilapia (35 %), Azurite (15 %) et Turquoise Marine-1 (15 %) au travers de la Congolaise de Raffinage (CORAF).

Marcellin MOUZITA - MOUKOUAMOU

INGÉNIERIE & MATÉRIEL INFORMATIQUE

Quantités limitées

OFFRE SPÉCIALE

DELL E514dw

- Imprimante - multifonction - monochrome
- Format : A4
- Résolution : 2400 x 600 ppp
- Interface : USB 2.0, LAN, Wi-Fi
- Vitesse d'impression : 19 ppm

~~192 000^{FCFA}~~
130 000^{FCFA}

Réf.19020405

DELL B5465dnf

- Imprimante - multifonction - monochrome
- Format : A4
- Résolution : 1200 x 1200 ppp
- Interface : USB 2.0, LAN, hôte USB
- Vitesse d'impression : 70 ppm

~~739 000^{FCFA}~~
290 000^{FCFA}

Réf.19020406

DELL 2150cn

- Imprimante laser couleur
- Formats : A4
- Résolution : 600 x 600 ppp
- Interface : USB 2.0, port Ethernet
- Vitesse d'impression : 23 ppm

~~415 000^{FCFA}~~
300 000^{FCFA}

Réf.19020348

DELL B2360dn

- Imprimante laser monochrome
- Formats : A4
- Résolution : 600 x 600 ppp
- Interface : USB 2.0, Gigabit LAN
- Vitesse d'impression : 40 ppm

~~313 500^{FCFA}~~
100 000^{FCFA}

Réf.19020150

DELL B1260

- Imprimante laser monochrome
- Format : A4
- Résolution : 1200 x 1200 ppp
- Interface : USB 2.0, Ethernet
- Vitesse d'impression : 28 ppm

~~173 500^{FCFA}~~
100 000^{FCFA}

Réf.19020267

Une marque **OFIS**

www.ofis-ois.com

(+242) 06 600 0000

info@ofis-ois.com

pour chaque enfant

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance | Bureau du Congo Brazzaville
B.P. 2110 | D-34, rue Lucien Fourneau
Téléphone: +242068900090 / +242066525022
Télécopie: +242222814240 | brazzaville@unicef.org | <http://www.unicef.org/congo/french>

Avis de vacance de poste N°507680
(Re-publication)

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter
Un(e) Spécialiste en Protection

Profil requis pour le poste

- Nationalité Congolaise (République du Congo).
- Un diplôme universitaire supérieur (au moins un Master) en développement international, droits humains, psychologie, sociologie, droit international et autre domaine des sciences sociales.
- Un minimum de 5 années d'expérience professionnelle dans la planification du développement social et de la gestion dans la protection de l'enfance et autres domaines connexes au niveau international ; une expérience pertinente dans la protection de l'enfance et des domaines connexes, élaboration d'un programme/projet et gestion dans une Agence du système des Nations Unies ou une organisation est un atout. Une expérience dans des contextes humanitaires et de développement serait également un atout supplémentaire.
- Capacité d'analyse et de conceptualisation.
- Aptitude à travailler en équipe dans un environnement international et multiculturel.
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Aptitude à diriger et à superviser.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- La maîtrise du français et de l'anglais est

requis. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU ou d'une langue locale serait un atout.

Conditions de service

- Contrat Temporaire (364 jours), renouvelable une (1) fois selon les besoins du programme et la validité du poste.
- **Grade:** NO-C, selon la grille des Nations Unies.
- **Lieu d'affectation:** Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 08 mai 2018 à 23 heures 55 minutes

Titre du poste: Spécialiste en Protection, NO-C - Brazzaville

Numéro de publication: 507680

COMMENT POSTULER:

Rendez-vous sur le site UNICEF avec le lien suivant:
<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/507680>
et CLIQUEZ SUR «APPLY» pour commencer.

IMPORTANT: Les candidats doivent IMPÉRATIVEMENT disposer d'une adresse électronique fonctionnelle avant de postuler.

Etre éducateur pour le monde de demain est une vocation par excellence

Je voudrais que nous réfléchissions, ensemble aujourd'hui, à ce qu'est l'éducation. Ou'est-ce qu'un éducateur? C'est essentiellement un adulte qui se pose en face d'un enfant, pour l'amener à devenir un homme, un homme aussi complet et équilibré que possible: bon serviteur de la société dans laquelle il se trouvera inséré; capable de vivre joyeusement grâce au plein épanouissement de ses meilleures qualités. Cela suppose, naturellement, que l'éducateur porte en lui l'image, le type, l'idéal humain selon lequel il entreprend de former ceux dont il s'occupe. Et c'est ici que commence son mystère.

Où l'éducateur prend-il son modèle? Est-ce en lui-même? Certes, l'éducateur est toujours tenté de se multiplier et de se prolonger dans son éduqué? Parfois même, il poursuit inconsciemment ce but avec une telle naïveté qu'il apparaît aux autres comme attendrissant et dérisoire. Mais, même cet éducateur grossier, si on le fait réfléchir, avouera rapidement que ce n'est pas à lui seul qu'il doit faire appel, pour faire une oeuvre utile. Il reconnaît ses limites, ses insuffisances. Quel père ne souhaite-t-il pas que ses enfants n'aient pas ses défauts, réussissent mieux que lui? Où l'éducateur trouve-t-il donc son modèle? Dans la société qu'il entoure, il sélectionne ce qui lui paraît le plus digne, le meilleur, le plus beau, le plus enviable. Mais, pourquoi et selon quels critères, car enfin, tout éducateur digne de ce nom ne se laisse pas imposer, comme idéal, l'image pure et simple de la société dans laquelle il vit. Il prétend, bien au contraire, influencer sur elle, la modifier, la

changer par les personnalités qu'il aide à se construire. Toute éducation suppose un jugement de l'éducateur sur le monde qui l'entoure. Au-delà de lui-même, de la société, l'éducateur prend une autre référence: dans la civilisation à laquelle cette société même se réfère. Mais qu'est-ce qu'une civilisation? C'est le résultat de toutes sortes de faits économiques, techniques, sociaux et de valeurs se rapportant à la place et à la figure de l'homme dans ce vaste complexe. Quand on dit de la civilisation occidentale que c'est une civilisation de la machine à vapeur ou de l'électricité, on la caractérise par un de ses traits techniques essentiels, mais cela nous laisse encore bien incertains sur les rapports que l'homme y entretient avec son semblable et avec lui-même. Même si nous précisons que c'est une civilisation planificatrice et urbaine, engendrant de nouveaux types de rapports sociaux, il est difficile d'en saisir tous les traits à la fois. Nous sentons qu'il est presque impossible d'en faire le tour.



Abbé Jacques Nganga-Nitoumossi

Nous baignons dedans et ce que nous voyons le moins, c'est comment nous pouvons lui apporter.

Des civilisations: «*Nous savons maintenant que vous êtes mortelles*» et du même coup, de se situer au-delà.

Au-delà de la civilisation à laquelle il doit le plus important de ce qu'il est et de ce qu'il veut, l'éducateur se réfère à sa conscience qui ne nous paraît pas réductible aux éléments sociologiques et psychologiques dont elle se nourrit.

Faut-il chercher plus haut et plus loin encore: «*Conscience, instinct divin, immortelle et céleste voix*», disait ce bon Rousseau! C'est, pour nous chrétiens, une certitude. Ce qui fonde l'homme dans ses rapports à Dieu. Et pour nous, théoriquement du moins. Car, le vivre effectivement est plus rare et plus difficile. Éducation et évangélisation sont en

rapport direct. Ce qui nous paraît manquer à l'éducateur d'aujourd'hui, c'est la certitude de la solidité des valeurs qu'il a à transmettre. Peut-être sommes-nous plus réalistes que nos devanciers, peut-être aussi avons-nous trop trempé dans trop de coups durs. Comment résister aux guerres qui minent l'Afrique avec leur cortège d'iniquités (camps de la mort, camps de concentration, déplacements de populations, marché noir, trahisons de toutes sortes, tortures, haine, violences... et j'en passe), de vivre actuellement sous la menace atomique et de poursuivre, dans la sérénité, la construction des hommes de demain?

Et pourtant, tout, absolument tout, dépendra de la fermeté de notre espérance, de notre lucidité dans la distinction du bien et du mal. Trois directions me semblent essentielles, correspondant à trois points faibles: c'est la mise en place, aussi exacte que possible, de nos attitudes face à l'amour, l'argent, la justice. Mais naturellement, l'éducateur doit prendre conscience qu'il n'éduque pas l'homme d'hier ou de toujours, mais l'homme d'aujourd'hui et de demain. C'est à une sorte précise de présence au monde qu'il doit préparer et pour cela être lui-même. Ce qui suppose qu'il ait réfléchi sur ce monde, sans en être écrasé.

L'évolution rapide des phénomènes humains et sociaux

contemporains nous laisse une impression de précarité à laquelle nous devons nous habituer et qu'il nous faut accepter. C'est à travers cette évolution qu'il faut évoquer l'homme éternel. Jamais nous n'aurons été aussi contraints de mêler et d'accorder l'être et le devenir. Je ne voudrais pas terminer cette méditation sur le métier d'éducateur, sans évoquer les deux hydres qui l'effraient dans leur apparente toute puissance. Pour aller au plus simple, disons que toute éducation est en définitive l'éducation de la liberté. Or, que me reste-t-il de cette prétendue liberté à travers des déterminismes scientifiques et plus particulièrement la sociologie et la psychologie? Comment, sous la pesante influence des pressions sociales et écono-

miques, comme sous celle de ses complexes internes et de ses hérédités, parler encore de notre liberté? C'est là qu'il faut poser l'acte de foi majeur en la toute-puissance de l'esprit. Il faut se souvenir, avec Bergson, que l'intelligence n'analyse jamais que du mort, que du réalisé, que du passé, que du fini et qu'elle ne peut mettre de l'ordre dans les phénomènes qu'en les reliant étroitement entre eux. Ce qui est vrai de vivant opère la prodigieuse inventivité, la prodigieuse liberté de l'Esprit-créateur. Être éducateur pour le monde de demain comme nous venons de le voir, c'est une tâche prodigieuse, une vocation par excellence, mais elle prend sa source la plus profonde, qui fait sa force et son authenticité, au coeur même de la vie spirituelle.

Abbé Jacques NGANGA-NITOUMOSSI

IN MEMORIAM

6 Mai 2017- 6 Mai 2018, voici une année, jour pour jour, que le Seigneur rappelait à Lui papa BAHOUKILA Antoine (Ta Moteur pour les intimes). A l'occasion de ce triste anniversaire, nous aurons une pensée pieuse pour le repos de son âme. Les enfants BAHOUKILA informent les parents, amis et connaissances qu'une messe d'action de grâce sera célébrée le dimanche 6 mai 2018 à 10 heures en l'Eglise Saint Jean Apôtre de Kinsoundi. Que Dieu lui accorde le repos éternel.



Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission ad hoc du marché

Appel d'offres international ouvert n°05/BEAC/DGE-DIT/AOIO/Bien/2018 pour la fourniture, en lots indépendants, de divers matériels et pièces détachées informatiques

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage d'acquérir, sur ressources propres, divers matériels et pièces détachées informatiques. A cet effet, elle invite, par le présent avis, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission. L'appel d'offres est subdivisé en douze (12) lots ainsi qu'il suit:

1. Lot 1: tablettes MICROSOFT;
2. Lot 2: tablettes HP;
3. Lot 3: ordinateurs portables;
4. Lot 4: ordinateurs de bureau;
5. Lot 5: imprimantes M130nw;
6. Lot 6: imprimantes M277dw;
7. Lot 7: imprimantes Office jet 250;
8. Lot 8: scanners;
9. Lot 9: vidéoprojecteurs;
10. Lot 10: solution de sauvegarde;
11. Lot 11: onduleurs rackable;
12. Lot 12: pièces détachées informatiques.

Le processus se déroulera conformément

aux dispositions du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
Secrétariat Général- DOAAR-CGAM, 14^e étage, porte 1412
Adresse: 736, Avenue Monseigneur Vogt - B.P.: 1917, Yaoundé - Cameroun
Tél.: (+237) 222 23 40 30; (+237) 222 23 40 60 poste 5412 ou 5403
Fax: (+237) 222 23 33 29
@: cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de deux cent mille (200 000) F. CFA par lot.

Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessus. Le paiement

devra être effectué en espèces aux guichets de la BEAC ou par virement bancaire.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie de soumission sous forme de garantie bancaire à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) F. CFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard, le jeudi 17 mai 2018, à 12 heures précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15^e étage, porte 15.01
736, Avenue Monseigneur Vogt
B.P.: 1917, Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en une seule phase le jeudi 17 mai 2018 à 13 heures précises, aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés qui souhaitent assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le 22 Avril 2018

Le Président de la Commission ad hoc

FECOFOOT

Un partenaire pour les championnats Ligue 1 et 2

Après moult tergiversations et au terme de négociations discrètes, la Fédération congolaise de football (FECOFOOT) et la Fondation pour le développement du football africain (FDFA) ont décidé de faire route ensemble en paraphant, samedi 28 avril 2018, un accord de partenariat destiné à redynamiser le football congolais.

Beaucoup n'y croyaient plus. Au terme du salon Congo Foot Workshop, les 14 et 15 décembre derniers, il s'était dit en coulisse que les deux parties allaient tout juste après signer cet accord de partenariat. Cela ne s'était pas concrétisé. Il a fallu attendre quatre mois pour cela se matérialise.

Le but visé par ce partenariat est de maximiser la visibilité du football congolais et d'optimiser ses recettes. Ce dont a besoin le football congolais pour emboîter le pas à d'autres championnats africains, comme celui de Côte d'Ivoire qui meuble les programmes de Canal +, qui sont devenus un champ d'attraction pour les recruteurs et les sponsors.

Les termes du contrat n'ont pas été dévoilés, mais on sait qu'ils portent effectivement sur le sponsoring des championnats de Ligue 1 et Ligue 2 sur une durée de 3 ans. Selon les dires de Médard Moussodia,



Jean-Michel Mbono (FECOFOOT) et Christian Lagnidé (FDFA) après la conclusion de l'accord de partenariat

deuxième vice-président de l'instance dirigeante du football congolais, la Fondation pour le développement du football africain est chargée de gérer pour le compte de la FECOFOOT les relations avec les sponsors avec la mise en place de tous ses systèmes pour donner une visibilité au football congolais. «La FECOFOOT aliène ses droits média et marketing des championnats de Ligue 1 et Ligue 2 et certaines dispositions relatives à l'équipe nationale», a-t-il indiqué. Elle en confie la gestion à la FDFA «qui a une expérience au niveau continental, parce qu'elle travaille avec la CAF et peut apporter en terme de visibilité, en terme d'opération marketing gagnant-gagnant

quelque chose d'important.» Le contrat stipule, entre autres, que la Fondation «doit verser chaque année au moins 500.000 euros (325 millions de francs CFA) à la fédération.» Concernant le surplus des recettes de sponsoring et de marketing, un consensus a émergé: «60% pour la FECOFOOT et 40% pour la Fondation», a révélé Jean-Médard Moussodia.

La Fondation va aller maintenant à l'assaut des sponsors. Son président, Christian Lagnidé a remercié tous les acteurs qui ont fait preuve d'humilité, avant de demander que chacun joue sa partition.

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Football/ matches remis de Ligue 1

Du plomb dans l'aile de l'Aiglon



Le but des Diables-Noirs inscrit par Rochel Kivouri qui exulte (Ph. Rogalvy)

En l'espace de quelques jours, le CARA a enregistré sa deuxième défaite d'affilée. Il l'a concédée samedi 28 avril, contre Diables-Noirs, en match remis de la neuvième journée. Ce n'est pas la meilleure façon de préparer pas au mieux son entrée en phase de poules de la Coupe de la Confédération le 6 mai prochain à Abidjan, face au WAC (Williamsville AC) de Côte d'Ivoire.

Le dénouement de la phase aller du championnat de Ligue 1 du Congo approche. Des clubs ont terminé. On n'attend plus que CARA et La Mancha qui reviennent sur l'aire du jeu où ils livrent leurs différents matches lorsqu'ils étaient en pleine compétition africaine. Mais, d'ores et déjà, l'on sait que le champion de la mi-saison sortira du duo Diables-Noirs (35 points)-AS Otahô (31 points, - 2 matches).

Pour leur dernier match de la phase aller, les Diables-Noirs ont fait provision des trois points nécessaires qui

tardaient à enrichir leur escarcelle. Ils les ont obtenus contre CARA, on l'a écrit, à l'issue d'une partie très ouverte mais avare en buts. Dans un Stade Massamba-Débat curieusement sans roulements de tam-tams. Cela n'arrive pas souvent. Comme s'il voulait se racheter de sa lourde défaite face à l'AS Cheminots quelques jours plus tôt, CARA a, d'entrée de jeu, tenté de dérouler son rouleau compresseur sur des Diables-Noirs au jeu très emprunté, jouant la peur aux tripes. Et CARA est apparu très à l'aise, parce qu'ayant le monopole de l'initiative. Cela a duré presque trois quart d'heure de jeu.

On dit que la mi-temps, surtout le calme du vestiaire, est bonne conseillère. Loin des regards et des éclats de voix des supporters, l'entraîneur fait à tête reposée une lecture du match, tandis que ses joueurs se concentrent mieux. Cela a été bénéfique pour les Diables-Noirs.

De retour du vestiaire, ils changeaient donc la situation du tout au tout. Et à la 87e minute de jeu, à l'issue d'un énième slalom de Wilfried Nkaya, Rochel Kivouri mettait le feu à la cage de l'excellent Chancel Massa: 1-0, pour Diables-Noirs. Le match a alors définitivement basculé, même si CARA berçait toujours l'espoir de revenir au score...

La Mancha revient, elle aussi, régulièrement sur les aires de jeu. Pour tenter de rattraper le temps perdu. Mais comme CARA, son évolution est également en dents de scie. Elle a été épinglée à domicile, vendredi 27 avril, par Tongo FC (0-1), et par Inter Club (0-2), lundi 30 avril. Quant à l'AC Léopards, il a bouclé la phase aller en beauté en faisant d'Inter Club une triple bouchée, à Madingou, grâce aux buts inscrits respectivement par Konkani, Salakiaku et Kwédi: 3-0.

Jean ZENGABIO

OSTA Walk-City 2018

Brazzaville, cœur battant du sport de travail africain

Sous le signe de la préservation de l'environnement a été organisée dimanche 30 avril 2018 à Brazzaville, sous la pluie, la marche sportive populaire internationale, dite OSTA City Walk, patronnée par Jacques Gambou, le directeur du cabinet du ministre des Sports, qu'entouraient le président de l'OSTA, le Camerounais Atour Evélé Malick, et le président de la Fédération congolaise du sport de travail, Jean-Robert Raphaël Massamba-Débat, notamment.

C'est la deuxième édition de cet événement sportif du continent. Les Congolais aiment de plus en plus passionnément la marche sportive. Plus de 600 marcheurs issus des secteurs publics et privés ont pris le départ. L'essentiel n'était pas d'arriver le premier, mais pour l'OSTA il s'agit de pousser les Africains à pratiquer des activités physiques et sportives encadrées tout au long de la vie «pour faire reculer la sédentarité et éviter à tous,



600 marcheurs ont pris le départ sous la pluie

les conséquences néfastes des maladies dégénératives et plus particulièrement cardiovasculaire», a dit le président de l'OSTA. Pour Evélé Malick, si faire attention et à sa santé est un défi de tous les instants, «faire attention à son cadre de vie contribuerait de manière déterminante à améliorer la qualité de la vie et à préserver la santé des populations». Ainsi, en clôturant la manifestation,

il a accompagné les paroles à l'acte en ramassant tous les objets sales jonchant le macadam, question de maintenir l'environnement propre et sain. De leur côté, Jacques Gambou et Jean-Robert Massamba-Débat ont félicité et remercié l'ensemble des marcheurs pour leur participation massive. Rendez-vous est pris pour 2019.

Jean ZENGABIO

Corpo... à Brazzaville

Un mois de football et de Nzango

Président de la ligue départementale du sport de travail de Brazzaville, Rodrigue Dinga Mbomi a présidé mardi 1er mai au Stade Massamba-Débat, le coup d'envoi des tournois de nzango moderne et de football corporatifs qui se déroulent dans le contexte tout à fait particulier de la célébration de la fête internationale du travail et du mois des travailleurs.

Il n'y a eu ni défilé, ni discours solennels pour la cérémonie d'ouverture. On est allé droit aux matches. Cette première journée a été un succès tant l'ordre et la discipline ont régné. On ne pourrait en dire autant du niveau technique des matches, notamment l'unique de football, entre DRTV et DGAFE. Mais, on ne peut être trop exigeant pour un début de compétition, de surcroît, corporative.

Le résultat glané au cours de cette partie augure déjà un football ouvert, porté à l'offensive. On y a marqué beaucoup de buts, cinq au total, dont trois pour DRTV et deux pour DGAFE. C'est particulièrement exaltant. On peut dire que la

joie de jouer sera dorénavant au rendez-vous. Car le refus de jouer, de marquer des buts... est une négation du football. Les adeptes du catenaccio ont, eux-mêmes, fini par en être convaincus.

Quant aux deux matches de nzango, ils ont tenu leurs promesses. DGAFE et SNDE se sont inclinés respectivement face à CNRTV et DRTV.

En rappel, dix équipes de nzango moderne et dix autres

se dérouleront tous les samedis matin au Gymnase Henri Elendé, pour le nzango, les dimanches matin à l'annexe du Stade Massamba-Débat, aux terrains du CARA et de Primus, pour le football.

Après les matches de groupes interviendront les demi-finales, les matches de classement et les finales, le 30 mai. Des trophées et une enveloppe récompenseront les finalistes, et un trophée seulement pour les



Les officiels de la ligue se font présenter les acteurs de la DGAFE de football réparties dans deux équipes classées troisièmes. groupes de cinq participent à ces tournois dont les matches

G.-S.M.

Stade de l'Unité de Kintélé

George Weah émerveillé!

En visite officielle au Congo la semaine passée, le président de la République du Libéria, George Weah, a été impressionné par la qualité des infrastructures du Complexe sportif de la Concorde de Kintélé, notamment le Stade de l'Unité dont la capacité est estimée à 60.000 places assises. Un complexe mis à la disposition de la jeunesse congolaise et africaine. La légende du football africain devenu Chef d'Etat était accompagné par le ministre des sports et de l'éducation physique, Hugues Ngouelondélé. Après avoir tâté le terrain, George Weah a déclaré à la presse que dans le cadre de la 3e journée des éliminatoires de la CAN 2019 qui se disputera au Cameroun, le Congo affrontera en septembre prochain le Libéria. Et pour plaisanter, il a affirmé que le Libéria qui a toujours battu le Congo l'emportera.

P.B.-K.

Basket-ball à Brazzaville

Une dixième levée gâchée par un forfait

Au cours de la dixième journée, Patronage Sainte-Anne a fait l'école buissonnière, ses joueurs n'ayant pas effectué le déplacement du gymnase Maxime Matsima où les attendait l'Etoile du Congo. L'entraîneur Bruno Bidel Bambi s'est retrouvé seul, avec un joueur seulement. Ainsi, l'Etoile du Congo a ramassé deux points sans suer.

Les autres résultats enregistrés au cours de cette journée sont les suivants:

- Diables-Noirs BB II-AS Thomas (59-61)
- AS La Grandeur-RBC (76-60)
- CARA-Anges-Noirs BC (53-70)
- BCM-RCO (65-67)
- Liber Basket-Diables-Noirs BB I (53-71)

Ouverture d'un club de lecture à Makabandilou (Brazzaville)

Pour insuffler aux jeunes et aux adultes le goût de la lecture

Le quartier Makabandilou, à Djiri (9^e arrondissement de Brazzaville), est désormais doté d'un club de lecture. Une ingénieuse initiative de Mme Pucette Sassou-Nguesso. Son ouverture officielle a eu lieu le mardi 24 avril 2018. En présence de la directrice générale de la Culture et des arts, Mme Emma Mireille Opa Elion, et du directeur départemental du livre et de la lecture publique de Brazzaville, Jean-Claude Mbossa Ibara.

Le club de lecture de Makabandilou est le deuxième à mettre à l'actif de Mme Pucette Sassou-Nguesso, après celui de Ouenzé, dans le 5^e arrondissement de la capitale congolaise.

Ouvert du lundi au samedi, on y trouve des livres d'histoire, de grammaire, de géographie, de philosophie, de mathématiques, de physique-chimie, des dictionnaires, des encyclopédies, des romans, etc., mais aussi des jeux (mots fléchés, coloriages, mots mêlés). On y projette également des films.

En bonne maman, Mme Emma Mireille Elion-Opa n'est pas venue les mains vides au club de lecture de Makabandilou. Elle a, en effet, offert un don de livres, nattes, jeux, bancs, etc. à ce club. «Nous avons reçu mission du ministre

de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, de soutenir nos partenaires. Depuis deux mois bientôt, nous avons eu une partenaire, Mme Pucette Sassou-Nguesso, qui a eu une



Mme Emma Mireille Opa-Elion remettant un échantillon de livres à Mme Pucette Sassou-Nguesso



Photo de famille avec des élèves venus ce jour au Club de lecture

idée lumineuse de mettre en place les clubs de lecture dans différents arrondissements de Brazzaville. Vous savez l'importance

que le Congo accorde à la lecture dans notre pays. En mettant en place ces clubs de lecture, elle s'est dite qu'elle doit insuffler

aux jeunes et aux adultes le goût ou l'amour de la lecture...Une maman ne va pas vers ses enfants sans de quoi mettre sous la dent. Nous sommes venus avec quelques livres, quelques nattes, quelques bancs, de quoi faire de l'animation dans un centre de lecture. Parce que l'objectif pour nous, c'est que nos enfants puissent tous apprendre à lire et à écrire. Dans nos familles, nous avons des adultes ou des analphabètes secondaires, des gens qui ont appris à lire et après comme ils ne sont pas en contact avec des livres, ils ont oublié complètement même de faire l'alphabet, de



Nos offres: Peinture à eau (Murinex), Peinture teintée, Mastic en pâte, Acrysol, Eau-fixe, Stermagrain, Graiset, Maeva (plafmat), Batmat, Vernis marin, Anti-rouille, Peinture à huile (Masterline), Bondax, Galva-master, Master-sol, Epoxy, Peinture alimentaire, Stucco-Cyr, Granite, Graniton ou cristal, etc.

Adresse: 61, rue Dongou, Ouenzé, Brazzaville.

Téléphones: 05 551 77 86/06 871 43 83/04 465 60 92/01 101 46 13.

compter», a-t-elle expliqué. «Ces clubs dans les différents quartiers sont importants, parce qu'ils vont permettre aux adultes de réapprendre à lire, pour se remettre en route vers le développement. Parce que s'il faut aller loin, l'école, la lecture ou la connaissance reste le point de départ et nos différents peuples ont besoin d'aller loin dans les études et dans la vie de

tous les jours. Il y a deux mois déjà, elle (ndlr: Pucette Sassou-Nguesso) avait ouvert le club de lecture de Ouenzé et là, on a profité de la célébration de la Journée internationale du livre et du droit d'auteur pour faire l'ouverture au public de celui de Makabandilou», a-t-elle conclu.

Séverine EGNIMBA

Musique traditionnelle

«Otwere», le nouvel opus de l'association socio-culturelle Lembol, est sur le marché

La discographie de l'association socio-culturelle Lembol s'est enrichie d'une nouvelle œuvre. Celle-ci s'intitule: «Otwere», traduisez la justice, selon la tradition kouyou. La présentation officielle de cet opus a donné lieu à une grande cérémonie de danse traditionnelle le samedi 21 avril dernier à Brazzaville. C'était en présence, entre autres, du président du bureau exécutif de cette association dans la capitale congolaise, M. Gilbert Mboko, et de plusieurs ressortissants des districts de Mossaka et Tchikapika (département de la Cuvette).

Réalisée dans la ville-capitale congolaise, la nouvelle œuvre de l'association socio-culturelle Lembol comprend cinq titres, le tout pour une durée totale de 58 minutes: Otwere (huit minutes), Ibah (onze minutes), Bouang'oyèyè (21 minutes), Ngol'ekohi (onze minutes), Eyoubou (7 minutes). Des chants au travers desquels les chanteurs Francis Akiéné Mayoke, Jean-Baptiste Bouenguélé, Prince Duval Mitsomoyi Bitoya, Ghislain Wilfrid Dimi, Michel Ingombo; les batteurs Daniel Dimi Ndeba, Pavely Eyoka, Jeune Premier Akiéné ont donné la pleine mesure de leur ingéniosité. Quelle est la symbolique du titre éponyme de la nouvelle œuvre de l'association Lembol ? «Le nom Otwere que nous avons donné à notre œuvre montre la valeur du chant dans la justice traditionnelle», a expliqué un

membre de cette association socio-culturelle. L'interpellation à la construction du village Bokombo, le rôle du juge traditionnel, telles sont entre autres thématiques développées dans ce joyau de la musique traditionnelle qui est déjà diffusé sur plusieurs chaînes de radio et de télévision congolaises.



Les dames en pleine exhibition



La présentation de l'opus s'est déroulée...

A rappeler que l'association socio-culturelle Lembol a été portée sur les fonts baptismaux en 1975, au village Bokombo, dans le district de Tchikapika (département

de la Cuvette). Elle a pour devise: «Assistance- Entraide-Solidarité». Lembol, c'est, en réalité, une danse tradi-moderne qui a, entre autres objectifs, la promotion de la culture mbochi, le développement de la contrée et la construction du village Bokombo.

Lembol compte plusieurs membres, principalement, dans les villages des districts de Tchikapika et de Mossaka.

Cette association fait la promotion de la culture à travers la chanson.

C'est en 2006 que Lembol a ouvert son compteur discographique, grâce à Ilende. Après, l'association a produit un single en 2016 intitulé: Libala.



... dans une ambiance bon enfant



Des membres de l'association Lembol

«Otwere», le nouvel opus de l'association socio-culturelle Lembol, est disponible en CD audio et CD vidéo qui sont en vente à son siège social, sis 44 rue Massa, à

Talangai, l'arrondissement 6 de Brazzaville, respectivement aux prix de 2 000 francs et 3 000 francs CFA.

Véran Carrhol YANGA

Tribunal du Commerce de Brazzaville

Des conditions exécrales pour dire le droit qui minent aussi le climat des affaires

Au moment où les cadres et employés du ministère de la Justice et des droits humains jouissent, ce qui est raisonnable, d'un confort professionnel moderne servi dans un immeuble flambant neuf, le parquet et les tribunaux où se dit le droit à Brazzaville offrent à ses acteurs, magistrats, avocats, greffiers, etc., des conditions misérables, pour ne pas dire exécrales de rendre justice. Le Tribunal du commerce, acteur pourtant important du climat des affaires au Congo qui, soit dit en passant, est classé parmi les plus mauvais de la planète, illustre et respire à chaque audience et dans les couloirs de son greffe, la médiocrité des conditions de dire le droit dans le pays.

Par TSENGUE-TSENGUE

Vendredi 20 avril 2018, 8h30, la porte du bureau du Président du Tribunal du Commerce de Brazzaville s'ouvre. Une quarantaine d'avocats en toge s'y engouffrent. Chacun espérant gagner une place assise dans cette pièce d'environ 20m2 seulement ! Au terme de cette réception un peu mouvementée, mais dans une ambiance bon enfant, un peu plus qu'une poignée des plus rapides aura le privilège de s'asseoir; le plus grand nombre subira le supplice de plusieurs heures d'audience debout, y compris la gente féminine. Il semblerait, à la lumière de ce spectacle, que les avocats ne soient pas très coutumiers de la galanterie. C'est l'audience des référés du Tribunal de commerce : le rôle commercial affiche quarante (40) affaires concernant presque autant d'entreprises et dont les dossiers sont rangés en d'énormes piles sur le bureau du Président. Ici, le papier est encore et toujours roi du greffier au juge, en passant par les avocats, aucun signe apparent de digitalisation ! Ah si, presque tout cet aéroport judiciaire possède, chacun, au moins un téléphone intelligent. Et les avocats, ils sont 40 pour 20 m2 environ. C'est 2

avocats au m2 ! Et si l'on tient compte du mobilier de la pièce et de l'espace occupé par le Président et les greffiers ainsi que leurs accessoires, c'est environ 4 avocats au m2 ! Quelle promiscuité ! Comme des sardines dans une boîte ! Même les vendeurs et acheteurs du marché populaire de Poto-Poto sont mieux lotis aux heures de grande affluence ! Des conditions pour rendre justice ? Non ! Des conditions idéales pour véhiculer des maladies contagieuses, oui ! Et tous dans la salle semblent faire contre mauvaise fortune, bon cœur ; leurs visages ne trahissent ni gêne, ni embarras, même pas de la résignation ! Laissant ainsi croire à tout observateur que pour eux, tout ceci n'est rien de plus normal ! Ceci expliquant peut-être cela, tous sont aussi relativement jeunes. Moyenne d'âge à cette audience : environ 40 ans, une quinzaine d'années d'expérience. Très probable qu'ils n'aient, pour la plupart, jamais connu d'autres conditions que celles-là. Quel héritage ! Au contraire des seniors, les avocats de 65 ans et plus, préférant garder confortablement les cabinets, envoyant dans les ghettos du Palais de justice, leurs plus jeunes confrères ou les avocat-stagiaires.



L'ambiance à cette audience des référés y est toujours bon enfant. En témoignent les quelques plaisanteries qui fusent çà et là avant le coup de sifflet inaugurateur. C'est dans cette atmosphère que le top est donné et le Président du tribunal commence alors à égrener les affaires disposées en piles géantes sur son bureau. Certains avocats tentent de feuilleter leurs dossiers, comme pour mieux affûter leurs armes avant le combat. En vain, trop coincés qu'ils sont les uns contre les autres ! «Affaire La Congolaise de Biotechnologie contre Sieur.....», lance alors le Président, comme du fond d'un puits, tellement qu'il n'est visible que par la petite frange des avocats debout ou assis pour les plus chanceux juste en face de lui, tout le gros du bataillon se contentant de sa voix, heureusement forte, émergeant comme des profondeurs du puits. Une voix forte, comme si le Président, du fond de son trou, s'efforçait à tout prix à s'adapter à ces misérables conditions d'audience pour faire son devoir. Tout à son honneur ! Qui a dit que les magistrats au Congo n'aiment pas leur métier ? En un peu plus de 3h30, le Président du Tribunal de commerce a expédié les quarante (40) affaires inscrites au rôle commercial de ce vendredi 20 avril: renvois, mise en délibéré, etc. Une efficacité, dans des conditions aussi exécrales, qui ferait pâlir les tribunaux américains ou européens, mieux lotis pourtant ! En fait, le Palais de justice de Brazzaville était doté à sa création de salles d'audience conformes aux normes. Salles d'audience un peu vieillottes datant de 1957 quand

la population de Brazzaville ne dépassait guère les 100 000 habitants. Aujourd'hui, faute, depuis soixante (60) ans, d'investissement suivant l'augmentation progressive des besoins, leurs capacités d'accueil sont manifestement dépassées avec une ville dont la population a plus que décuplé. Résultat : aujourd'hui, les bureaux des Présidents de tribunaux, bien que complètement inadaptés, sont transformés en salle d'audience, avec évidemment des conséquences désastreuses dans le système judiciaire. Mais bon Dieu ! Pourquoi donc la justice congolaise est-elle dans un si piteux état ? Comment pourrait-elle, dans des conditions si exécrales l'apparentant à un ghetto, œuvrer pour une véritable amélioration du climat des affaires du pays ? Pourquoi et comment les magistrats, avocats et autres acteurs directs du pouvoir judiciaire peuvent-ils supporter sans broncher un environnement de travail aussi médiocre ? Pourquoi les magistrats, qu'un statut particulier confère depuis déjà longtemps des émoluments confortables, en comparaison évidemment avec d'autres corps de métiers, se complaisent-ils dans ce ghetto dans lequel ils sont confinés ? Pourquoi la justice congolaise est-elle dans un tel ghetto, malgré les ressources colossales engrangées pourtant dans le pays ces deux dernières décennies, alors que l'exécutif à contrario, à l'image du ministère de la Justice, a toujours bénéficié de moyens conséquents en termes d'investissement et de fonctionnement ? Autant de questions qui émergent légitimement, à la lumière de cette ghettoïsation de la justice, et qui s'adressent à ses principaux acteurs au Congo: sa gouvernance (Ministère), les avocats, les greffiers, les magistrats et tout particulièrement le premier d'entre eux, le Président de la République qui, rappelons-le, est le Président du Conseil supérieur de la magistrature. Au rythme de cette ghettoïsation du pouvoir judiciaire qui se poursuit, l'Etat de droit au Congo ne sera qu'un leurre, pis encore, une supercherie avec, entre autres corollaires, sa contribution au mauvais climat des affaires.

Scènes de vie courante ou que dit-on dans les chaumières à propos de la SNPC

Depuis quelques semaines, on note, avec satisfaction, que les queues interminables qui émaillaient les alentours des stations d'essence ont disparu. Non pas par enchantement, mais grâce à la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) qui a pris la juste mesure des désagréments que cela causait à l'activité économique nationale, pour l'exprimer: les inconvenients au confort du quotidien des ménages congolais. Dans le domaine sportif, toute action positive est créditée d'un carton vert, les observateurs de la vie quotidienne attribuent donc un carton vert à la SNPC et l'encouragent à transformer l'essai. La conduite de cette nouvelle politique prévisionnelle conséquente d'approvisionnement en carburants, pour les moyens roulants et en kérosène pour les aéronefs et la meilleure gestion des stocks sont hautement bénéfiques pour la paix sociale. Les observateurs de la vie quotidienne accueillent également, avec satisfaction, la volonté exprimée par la SNPC et sa nouvelle direction de s'investir dans la production et la distribution du gaz liquéfié, notamment domestique ce, pour le bonheur des populations congolaises. Il va de soi que nous ne pouvons que saluer et applaudir, avec enthousiasme, cette initiative qui va accroître l'offre sur le marché et partant, faire baisser le coût de la bouteille de gaz. Ceci ne peut que contribuer à l'amélioration des conditions de vie du consommateur congolais, notamment faire du bien au panier de la ménagère. Les observateurs de la vie quotidienne souhaitent ardemment que la nouvelle direction de la SNPC soit vraiment à l'écoute des populations, à travers sa Fondation, afin que cette société retrouve l'une de ses vocations premières: être un instrument au service de la nation. L'espoir est permis! Bon vent!

Les observateurs de la vie quotidienne.

A NOS LECTEURS

L'espace «Point de vue» est ouvert à tous. Les opinions qui s'y expriment ne vont pas forcément dans le sens de notre ligne éditoriale. Nous respectons les points de vue de tous ceux qui respectent notre identité chrétienne et entendent œuvrer, dans le respect et la tolérance, au Bien commun. Les textes qui nous sont adressés sont susceptibles de modifications; ils ne sont ni rendus à leurs auteurs, ni rémunérés. Bienvenue à tous! La Rédaction.

IN MEMORIAM

3 mai 1998-3 mai 2018

Voici 20 ans, jour pour jour, que le Seigneur a arraché à notre affection notre épouse, mère et grand-mère, Firmine NKOSSOU. En cette date de triste anniversaire, M. Alphonse Loutangou, Wilfrand Loutangou et les enfants Loutangou expriment leur reconnaissance infinie aux parents, amis et connaissances, pour le soutien et l'assistance multiforme pendant cette dure épreuve. La famille prie tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire. Dimanche 6 mai 2018 à 11h, une messe d'action de grâces sera dite en l'église Saint Esprit de Moungali. Merci pour tout ce que tu as fait pour nous, tu es toujours parmi nous en esprit. Jamais nous ne t'oublierons. Que Dieu Tout-Puissant par la Vierge Marie t'accorde repos et paix éternelle!



GX INTERNATIONAL

- Express National International
- Fret Aérien & Maritime
- Douane & Transit
- Logistique

Notre devise
ALLER + LOIN

SERVICE COMMERCIAL

Pointe-Noire : Rond point Kassai (face au ccf)
Brazzaville : 01 Av Cardinal emile Biayenda (face à la Mairie)

Tel (+242) 053010238 / 055501075
Tel : (+242) 055501073 / 055501073

Nos partenaires: UPS, SAP, etc.

Tarifs d'abonnement

Congo	Francophone
6 mois	91 Euros
Retrait sur place:	182 Euros
15.600	Autres pays d'Afrique
Expédié:	96 Euros
23.400	192 Euros
1 an	Europe
Retrait sur place:	96 Euros
31.200	192 Euros
Expédié:	Amérique-Asie
46.800	100 Euros
France, Afrique	200 Euros

Pour tous renseignements, contacter les bureaux de La Semaine Africaine à Brazzaville et à Pointe-Noire. e-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr


BUROTOP IRIS

**ACHETER UN TELEVISEUR SMART
N'EST PLUS UN LUXE**

VESTEL



- 32" HD : 119 000 FCFA HT**
- 43" FULL HD : 219 000 FCFA HT**
- 50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT**
- 55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT**
- 65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT**

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056